

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 12

MAI-JUIN 1985

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : France: 25 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (6 numéros) France : 120 F — Etranger : 150 FF

Périodique bimestriel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66
www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- SOMMAIRE :
- RECRUTEMENT DE BOURSIERS DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
 - SEMAINE DES DROITS DE L'HOMME, DIALOGUE INTER-CULTURES
 - LE PARLEMENT EUROPEEN CONDAMNE LA CAMPAGNE DE GENOCIDE DES KURDES EN TURQUIE
 - STUDIA KURDICA : PARUTION DU N°3, EN TURC
 - ACTIVITES D'ANIMATION
 - LA REVUE DE PRESSE EN BREF
 - LES PUBLICATIONS EN VENTE
-

**RECRUTEMENT
DE BOURSIERS**

Comme l'année précédente, l'Institut Kurde disposera, pour l'année universitaire 1985-1986, de quelques bourses destinées à former des cadres culturels et à donner une impulsion au développement des sciences humaines kurdes.

Les bourses, d'un montant mensuel de 2 000 F, sont d'une durée de 3 à 5 ans, selon la discipline et le cycle d'études choisis. Cette durée inclut une année de préparation linguistique. Elles seront accordées en priorité aux candidats souhaitant se former dans les Sciences Humaines (linguistique, histoire, ethnologie, sociologie, musicologie, etc.), ou encore à des candidats à des formations de documentaliste-bibliothécaire et d'animateur socio-culturel.

DOSSIERS DE CANDIDATURE :

Ils doivent être déposés avant le 10 septembre, date limite, et doivent comporter les pièces suivantes :

- *lettre manuscrite de candidature, précisant le programme d'études envisagé,*
- *curriculum vitae (activités professionnelles et académiques)*
- *photocopie des diplômes, avec traduction certifiée en anglais ou en français,*
- *photocopie d'une pièce d'identité (extrait d'acte de naissance, passeport ou carte de séjour).*

CONDITIONS :

- Les candidats ne doivent pas bénéficier déjà d'une bourse ou d'une allocation d'études d'un autre organisme, public ou privé.
- Ils doivent s'engager à compléter leurs études universitaires par une collaboration pratique régulière avec l'Institut Kurde.

MODALITES D'ATTRIBUTION :

Une commission de sept membres, composée d'enseignants et de chercheurs kurdes originaires d'Irak, d'Iran, de Turquie et de Syrie examinera les dossiers de candidature. Une quinzaine de dossiers seront sélectionnés, et les candidats seront conviés à Paris, pour une série d'entretiens. La liste définitive des candidats retenus sera connue fin septembre.

La priorité sera accordée aux femmes, aux candidats ayant une bonne maîtrise de la langue kurde, aux candidats déjà titulaires d'un diplôme universitaire et désirant entreprendre des études de doctorat, ainsi qu'aux candidats les plus jeunes.

SEMAINE DES DROITS
DE L'HOMME
DIALOGUE INTER-CULTURES

La dernière semaine de mai, à Paris, était placée sous le signe des droits de l'homme. A l'initiative de Monsieur Laurent Fabius, un Colloque international a réuni dans la capitale française environ quatre-vingts personnalités connues pour leur combat en faveur de la liberté et des droits de l'homme. Parmi les invités, représentant tous les continents, plusieurs prix Nobel : Sean Mac Bride, l'évêque Desmond Tutu, Perez Esquivel, la mère Theresa. Madame Allende était présente. D'autres n'avaient pas pu venir comme Madame Nelson Mandela, épouse du militant anti-apartheid d'Afrique du Sud ainsi que Lech Walesa.

Invité par le Premier Ministre français, le Président de l'Institut Kurde a pris part aux travaux du Colloque. Sa contribution a porté essentiellement sur l'absence totale de droit d'expression des peuples sans Etat et des minorités nationales dans les instances internationales, en vertu du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat. De ce fait, on en est arrivé à une situation aberrante où des populations de quelques centaines de milliers de personnes, comme celle de Malte, par exemple, peuvent s'exprimer à l'ONU et dans les autres institutions internationales, alors que les Kurdes, qui sont près de 20 Millions, se voient dénier cette possibilité. Bien souvent, dans ces organismes chargés de la sauvegarde des droits de l'homme, les Etats oppresseurs sont à la fois juge et partie et décident sans que la voix des victimes puisse être entendue. Cette grave lacune des institutions internationales relevée par notre Président a retenu l'attention du Colloque dont le rapport final, recommande une réforme de ces institutions afin que "les minorités puissent y disposer du droit à la parole". Le gouvernement français s'est engagé, par la voix de Monsieur Laurent Fabius, à œuvrer dans le sens des recommandations du Colloque.

Par ailleurs à l'occasion de cette semaine des Droits de l'homme, sous l'égide du Ministère de la Culture, une série de manifestations destinées à rapprocher des cultures qui le plus souvent s'ignorent a été organisée dans quatre centres culturels parisiens : l'Institut Kurde, le Centre de recherche arménien, le Centre Rachi, consacré aux études juives, et le Carrefour de la Différence qui regroupe les communautés du Maghreb.

Dans ce cadre, l'Institut Kurde a réalisé une importante exposition photographique, qui a été répartie entre le Centre Rachi, le Centre arménien et l'Institut, tandis qu'il accueillait une exposition de photographies sur le génocide des Arméniens. M. Maximov, écrivain tzigane, est venu signer ses livres, ainsi que Madame Joyce Blau. Enfin un diaporama sur le massacre des juifs dans les camps de concentration hitlériens fut projeté.

Le groupe de danse de l'Institut et le groupe de musique kurde, Koma Zozan ont donné à l'Institut une courte représentation, et se sont produit, le jour suivant, au Carrefour de la Différence. Dans le cadre de ces journées, nous avons pu entendre Mario Rui Silva, chanteur angolais, à l'Institut Kurde, puis Amar Sersour, chanteur berbère, au Centre de Recherche arménien, Dehya et Talila, chants arabes, ainsi qu'un spectacle de théâtre : FERDAOUS, une voix en enfer (condition de la femme en Egypte), au Carrefour de la Différence, et l'Orchestre Sabor, au Centre Rachi.

LE PARLEMENT EUROPEEN CONDAMNE LA CAMPAGNE DE GENOCIDE DES KURDES EN TURQUIE

Lors de sa séance du 18 avril 1985, le Parlement Européen a débattu de la situation des droits de l'homme en Turquie et en particulier du sort que le régime d'Ankara réserve à la population kurde.

Depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980, les autorités turques mènent une guerre non déclarée contre les kurdes, allant jusqu'à lancer des opérations militaires contre les provinces kurdes d'Irak et d'Iran. Les ratissages des campagnes, des arrestations massives, des centaines de condamnations à mort, l'usage systématique de la torture, avaient déjà alerté les organisations internationales des droits de l'homme. Dans sa résolution du 18.4.1985, le Parlement Européen "considère qu'en Turquie, le régime actuel a engagé une campagne de génocide systématique à l'égard de la minorité kurde", demande "qu'il soit mis un terme aux annonces de décisions de condamnations à mort prononcées par les cours martiales turques, qui constituent une provocation à l'égard de l'opinion publique internationale, et suscitent sa juste indignation", invite les gouvernements des Etats membres à "exercer toutes les pressions possibles pour que soient respectés les droits de l'homme et les libertés" dans ce pays.

Le calvaire du peuple kurde avait récemment été évoqué devant le Parlement suédois et le Bundestag allemand. C'est la première fois qu'il rencontre un echo aussi large au sein du Parlement Européen et cela est d'un grand réconfort pour les victimes kurdes. Saisi de la même question le Conseil de l'Europe doit également se prononcer bientôt à ce sujet.

STUDIA KURDICA

Le numéro 3 de Studia Kurdica paraîtra en juillet, rédigé entièrement en turc. Au sommaire :

- *Les Kurdes et leur langue au 17e siècle ; les notes d'Evliya Çelebi sur les dialectes kurdes, de Martin Van Bruinessen.*
- *Quelques précisions sur les organisations kurdes à Constantinople après la première guerre mondiale, de D. Méthy.*
- *Les épidémies de peste au Kurdistan, aux 18e et 19e siècles, de D. Panzac.*
- *Eléments d'une analyse des options politiques de l'URSS vis à vis de la question kurde, de S. Othman.*
- *Les études sur la linguistique et la lexicographie kurdes, de J. Blau.*
- *Les conflits entre les tribus kird (zaza) au 19e siècle, de Malmisanij.*

ACTIVITÉS D'ANIMATION

- *Le 5 mai, le Comité de Solidarité avec le Nicaragua a donné à l'Institut une conférence sur le Nicaragua. Un film sur la scolarisation des enfants nicaraguayens a précédé un débat sur la situation actuelle dans ce pays.*
- *Le 12 mai, une conférence, avec projection de diapositives sur la condition du peuple noir d'Afrique du Sud, était organisée à l'Institut.*
- *Le 10 mai, l'Institut Kurde a organisé en Italie, à Padoue, avec le soutien des syndicats italiens et de la municipalité de Padoue, un concert. C'était la première fois que les chanteurs Şivan et Gulîstan donnaient un récital en Italie. De nombreux étudiants kurdes, de Venise, Milan, Florence, Turin, etc. étaient venus les applaudir, mais le public italien, largement majoritaire, ne fut pas en reste.*
- *A l'initiative de plusieurs associations de réfugiés un forum-débat s'est tenu à Paris, le 29 mai 1985, avec le soutien de plusieurs sections syndicales dont CFDT-OFPPA-CIMADE, CGT-France TERRE d'Asile, Correcteurs et d'autres organisations. Le Comité de défense des réfugiés kurdes existant au sein du Service Social et Juridique de l'Institut Kurde a participé à ce forum.*

Se répartissant en trois commissions, les participants ont étudié les problèmes politiques, juridiques et sociaux des réfugiés et présenté leurs réflexions au débat en séance plénière autour du thème "Quel avenir pour le droit d'asile en France ?" Au cours de ce débat, qui a vu la participation de plus de 200 personnes, sont intervenus des réfugiés, des juristes et des représentants de différentes organisations en rapport avec les réfugiés.

Les nombreuses propositions élaborées pendant ce forum constitueront une base de travail pour les organisateurs qui ont décidé de poursuivre et de coordonner leurs actions afin de sensibiliser l'opinion publique au sort des réfugiés politiques.

A SIGNALER

- *Tu, roman en kurde de Mehmed UZUN, aux éditions Dengé Komal, Stockholm, 1984, 220 p.*
- *Oi Kurdoi, enas istorikos laos agno oumenos, (Les Kurdes, un peuple historique oublié), étude publiée en grec par la "Ligue Internationale pour les droits et la libération des peuples", Athènes, 1985, 137 p.*
- *Schutz der Kurden, une étude historique sur la question kurde du 19ème siècle à nos jours, solidement documentée, par A.S. BARZANI, Vienne, 1985, 297 + 467 p.*
- *Contes Kurdes, traduits par PERESH, édition Poésie Vivante Genève, 1985, 86 p.*

**LA REVUE DE PRESSE
EN BREF**

SIYABEND UND XECÊ, une critique du livre d'Huseyin Erdem paru récemment (Die Brücke, avril/mai 85).

AU CINEMA : Yol (Narodna Cultura, 26/4/85).

CONCERTS DE ŞIVAN ET GULISTAN, au Townhall de Sydney, les 9 et 16 février 1985. (Yorum 4.3.85).

UN MUSICIEN BAILLONNE : conférence de presse de Şivan le 28 mars, après le concert qu'il a donné dans le cadre du Festival des Immigrés, Central Halls, Westminster (World News Line, 29.3.85).

ARNHEIM : un concert de Şivan, symbole de la résistance kurde (Nieuw Krant, 11.4.85).

INTERNATIONALE DE L'IMAGINAIRE : Halk Oyunculari, les comédiens du peuple.

DEUX ARCHITECTES LYONNAIS AU KURDISTAN (Le Progrès 30.4.85).

PROJECTION d'un film sur les Kurdes à l'U.E.R. de Lettres (Loire-Matin 22.4.85).

LES KURDES AUJOURD'HUI, critique du livre de C. MORE (Jeune Afrique 13.3.85).

MUSIQUE ET FOLKLORE du Kurdistan mythique, à Padoue le 10 mai 1985 (Il Mattino 10.5.85).

FETES ET SOIREES amicales (Ouest-France 10.5.1985).

NEWROZ, la communauté kurde de Val de Reuil en collaboration avec l'Institut Kurde, fête le Nouvel An Kurde (Paris Normandie 25.5., Le Courrier de l'Eure 29.5., La Dépêche 1.6.1985).

JOURNEES DE DROIT DE L'HOMME sous l'égide du Ministère de la Culture (Le Monde et Libération 27.5.1985).

LA TORTURE règne en Turquie (The Sydney Morning 30.3.1985).

UNIS CONTRE LES KURDES, l'Iran et l'Irak (Il Manifesto 11.4.1985).

ASSYRO-CHALDEENS, conférence à l'Institut Kurde (France Arménie Avril 1985).

L'ASSEMBLEE NATIONALE TURQUE, examine le sort de la minorité turque de Bulgarie, au moment où la Turquie extermine le peuple Kurde (Afrique Asie 11.3.1985).

LE PARLEMENT EUROPEEN, adopte une résolution sur la violation flagrante des droits de l'homme et le terrorisme sanglant en Turquie (Dernières Nouvelles d'Alsace 19.4., Le Nouvel Alsacien 20.4.1985).

PARLEMENT EUROPEEN, procès verbal de la séance du 18.4.1985).

CONFERENCE SUR LE KURDISTAN, par les médecins de l'A.M.I. retour du Kurdistan d'Iran (La Bretagne à Paris 26.4.1985).

P.D.K.I. quitte le Conseil de la Résistance (Le Monde 29.4.1985).

AIDE MEDICALE INTERNATIONALE, fait le Bilan de son action au Kurdistan iranien (N° spécial de l'A.M.I.).

EVREN ACCUSE DES PAYS ETRANGERS, de nourrir l'idée "sunnite-alaouite" au moment où il continue sa guerre contre les rebelles kurdes (An Nahar 8.5.1985).

AMNESTY INTERNATIONAL informe sur les exécutions des kurdes en Irak (Action Urgente 4.4.1985).

UN MILITANT KURDE condamné à mort en Turquie (L'Humanité 27.4.1985)

VIOLENTS AFFRONTLEMENTS entre les nationalistes kurdes et l'armée turque (Le Journal Quotidien Rhône Alpes 3.5., Le Figaro, l'Aurore, Quotidien de Paris, Les Echos 3.5. et Le Monde 4.5.1985).

KURDISTAN DE TURQUIE : Deux Combattants kurdes abbatués par les forces armées turques à Siirt (L'Humanité 6.5. et Le Matin de Paris 7.5.1985).

NOUVELLES MESURES DE REPRESSIONS en Turquie (La Marseillaise 9.5.1985).

NEGOCIATIONS ROMPUES entre l'Union Patriotique du Kurdistan et le Gouvernement irakien (Défi, 29.3.1985).

EMBUSCADE SANGLANTE à Şirnak (Cumhuriyet 5.4.1985).

ET APRES ŞIRNAK ... ? (Cumhuriyet 6.4.1985).

COMBAT A BITLIS fait 8 morts dont 5 soldats et 3 séparatistes (Cumhuriyet 3.5.1985).

AFFRONTLEMENT A URFA : 1 policier et 5 séparatistes ont été tués (Cumhuriyet 23.5.1985).

Ministre de l'Intérieur Turc, Akbulut, raconte la guerre de guérilla (Cumhuriyet 24.5.1985).

QU'EST CE QUI CE PASSE AU SUD-EST DE LA TURQUIE (Cumhuriyet 26.5.).

PRISE D'OTAGE : 2 ingénieurs japonais ont été enlevés par les guérilleros kurdes en Irak (Quotidien de Paris 26.5.1985 & AFP 25.4)

100 KURDES EXECUTES en Irak (L'Humanité 16.5 & la Marseillaise 17.5.1985).

MENACE CONTRE LE KURDISTAN : Opération irako-turque imminente contre les positions kurdes (L'Humanité 21.5.1985).

PRISONNIERS D'OPINION : Que sont ils devenus ? déclare l'Amnesty International (Semaine de Provence 24.5.1985).

OCCUPATION DE LOCAUX de FR3 Alsace par les Kurdes (Ouest-France 22.5.1985).

UN KURDE RECLAME L'ASILE POLITIQUE qu'on lui refuse (Le Nouvel Alsacien 25.5.1985).

70 KURDES OCCUPENT LE CONSULAT DE SUEDE à Bâle (Suisse), pour réclamer la libération d'un avocat kurde détenu en Suède (Tribune de Genève 25.5.1985).

OCCUPATIONS DE CONSULATS de Suède à Hambourg, Francfort, Berlin-Ouest ainsi que l'ambassade à La Haye (L'Humanité 29.5.1985).

PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques, cassettes et cartes postales. Vous en trouverez la liste ci-dessous. Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande ci-joint, avec votre règlement, par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne sera fait contre remboursement.

LIVRES	LES KURDES , de Basile Nikitine	128 F	
	LES KURDES ET LE KURDISTAN , ouvrage collectif, Maspéro	35 F	
	KURDISTAN UND DIE KURDEN , ouvrage collectif, en allemand	40 F	
	LE KURDISTAN IRAKIEN, ENTITE NATIONALE , de I.S.Vanly	90 F	
	MA VIE DE KURDE , de N. Zaza	70 F	
	LES CHAMPS DE YUREGHIR , de Y. Güney	85 F	
	LETTRE A L'UNESCO , de I. Beşikçi	20 F	
	SAVUNMA , de I. Beşikçi , en turc	60 F	
	ŞIVAN'IN SEVDASI , de M. Baksî , en turc	30 F	
	DIYARBAKIR'DA İŞKENCE , de Ş. Kaya , en turc	30 F	
	LE KURDISTAN D'IRAN , d'Aide Médicale Internationale	85 F	
	LES KURDES AUJOURD'HUI , de C. More	110 F	
	MOUVEMENT NATIONAL KURDE, de C. Kutschera	150 F	
	ANTHOLOGIE DE LA POESIE POPULAIRE KURDE, de G. Chaliand	35 F	
	MEMOIRE DU KURDISTAN, de J. Blau	60 F	
	CHILDREN OF THE JINN, de Margaret Kahn	100 F	
	SANCI, d'Orhan Kotan (en turc)	20 F	
	GRAMMAIRE KURDE, de Bedir Khan et R. Lescot	125 F	
	MANUEL DE KURDE SORANI, de J. Blau	80 F	
	CASSETTES VIDEO	WELATÊ ME KURDISTAN (Video Kurdistan)	300 F
DENGÊ KURDISTANÊ (Kurdistan Collective)		300 F	
DISQUES	ŞIVAN PERWER, The Kurdish Troubadour	70 F	
	KOMA ZOZAN, Chants et Musique du Kurdistan	55 F	
	TEMO, Barde du Kurdistan	70 F	
	ŞERIN & R.F.A.S. band	70 F	
	LE MUR, la musique du film	55 F	
	YOL, la musique du film	55 F	
CASSETTES	ŞIVAN PERWER N°1 à 7	35 F	
	ŞIVAN PERWER N°8 et 9	40 F	
	GULISTAN N°2 et 3	35 F	
	MELIKE DEMIRAG N°1 à 4	35 F	
	BARAN N°2	35 F	
	FEQIYE TEYRA N°2 à 4	35 F	
	MEHMET KOÇ N°12	35 F	
	JI BO ZAROKEN KURDISTAN N°1	35 F	
	ARIF & HESEN CIZREWI	éditée par l'Institut	35 F
	LA VOIX DES FEMMES KURDES	"	35 F
	ARAME TIGRAN	"	35 F
	MUSIQUE INSTRUMENTALE KURDE	"	35 F
	MUSIQUE POPULAIRE DU KURDISTAN N°1 à 3	"	35 F
	CIWAN N°3	"	35 F
	Cartes postales couleur (2F), noir et blanc (1F)		
	Affiches de l'Exposition & de l'inauguration		20 F
	Affiches de la fête de Newroz 1984		10 F
Hêvî N° 1 et 2		40 F	
Studia Kurdica N° 1		40 F	
Mizgîn N° 1 et 2		15 F	
Bulletin de l'Institut (numéros précédents)		20 F	

LIVRES ET PERIODIQUES EN LANGUE KURDE

POESIE	Cegerxwîn : RONAK	35 F
	ZEND-AVISTA	35 F
	SEFAK	35 F
	HÊVÎ	35 F
LIVRES D'ENFANTS	F. Cewerî : DÊ ŞÊRÎNE	25 F
	Bozarslan : MEYRO	35 F
	MIR ZORO	35 F
	GURE BILURVAN	35 F
	SERKETINA MIŞKAN	35 F
	M. Baksi : KEÇA KURD ZOZAN	35 F
	ZAROKÊN IHSAN	35 F
	A. Lindgren, I. Wikland : BELÊ LOTTA KARE BAJO	35 F
	G. Bergstrom : MA TU TIRSONEK Î ALFONS OBERG	35 F
	L. Ferick, J. Carlbrand : MA GAKÛVÎ KÛÇIKAN DIXWIN	35 F
	KINO DIGOT ALIKARÎ BIKIM	35 F
	ALFONSÊ ŞÎT	35 F
	ALFONS Û CINAWIR	25 F
	KINO DIGOT LI WÊ DERÊ BINERE	35 F
	A. Lindgren : KEÇA ŞERUT LOTTA	25 F
	S. Behrengî : MASIYÊ REŞ Ê PIÇÛK	15 F
PERIODIQUES	HÊLÎN (n° 1 à 11) (pour enfants)	6 F
	HÊVÎ (n° 1 à 13) "	6 F
	KULÎLK (n° 1 à 13) "	10 F
	ROJA NÛ (revue artistique et culturelle) (n° 1 à 7)	12 F
	BERBANG "	10 F
	TEKOŞER "	10 F
ROMAN	EREB ŞEMO : Dim Dim	30 F
	M. BAKSI : Hêlîn	25 F
	BIRINDAR : Xanê	15 F
	Soro	30 F

BON DE COMMANDE

Je désire recevoir les publications suivantes :

..... Nombre x F = FF
 Nombre x F = FF
 Nombre x F = FF
 Nombre x F = FF
 Nombre x F = FF

Je joins un chèque de F, représentant le montant de ma commande.

NOM :

ADRESSE :

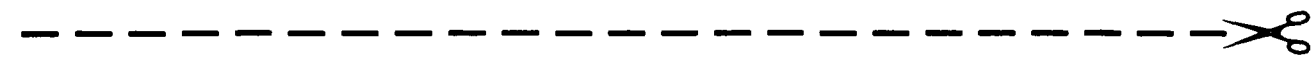
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde.
Je vous envoie un chèque de F.

Je souhaite recevoir régulièrement le bulletin de l'Institut.
Je vous envoie un chèque de **80 F**, représentant l'abonnement annuel.

NOM :

ADRESSE :



BON DE COMMANDE STUDIA KURDICA (revue en arabe, persan et turc
anglais et français)

Je souhaite recevoir exemplaire (s) de **STUDIA KURDICA**,
en langue au prix de 30 FF (pour la France) ou 5 Dollars
(pour l'étranger).

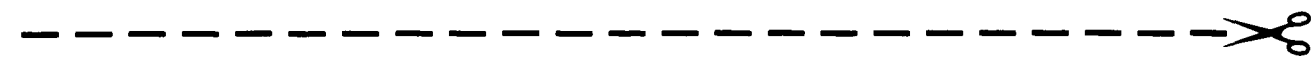
numéro (s) désiré (s)

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP,
 mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de l'Institut Kurde de Paris.

Nom :

Adresse :

Date :



BON DE COMMANDE HÊVÎ (revue culturelle en langue kurde)

Je souhaite recevoir exemplaires de **HÊVÎ**, au prix unitaire
de 40 FF (pour la France) ou 6 Dollars (pour l'étranger).

Les numéros désirés

Je souhaite soucrire abonnements à **HÊVÎ** (2 numéros par an),
à partir du numéro, pour le prix unitaire de 80 FF (pour
la France) ou 12 Dollars (pour l'étranger).

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP,
 mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de l'Institut Kurde de Paris.

Nom :

Adresse :

Date :

SOUTIEN A L'ACTION DE L'INSTITUT

Afin de poursuivre et d'élargir son action en faveur de la culture kurde, l'Institut Kurde de Paris vient de lancer une campagne de soutien pour trouver les moyens financiers nécessaires. (voir le Bulletin N° 11)

Deux ans après sa création, l'Institut estime que chacun a eu le loisir de se faire une idée sur ses objectifs et sur son action. C'est donc à tous ceux qui ont pu apprécier le travail de l'Institut au cours de ces deux années, et qui croient à sa nécessité, que nous faisons appel.

Seul, un apport massif et régulier de cotisations peut permettre à l'Institut Kurde de Paris de survivre et d'accomplir les tâches qu'il s'est fixé.

Quelles formes peut prendre ce soutien ?

- Soit une cotisation annuelle de 500 F, qui permettrait à l'Institut de fonctionner, d'enrichir son Centre de documentation, de former des enseignants, d'éditer régulièrement les revues, d'imprimer livres et manuels. L'objectif, dans ce domaine, est d'arriver d'ici un an à avoir 3 000 cotisants.
- Soit une contribution de soutien, plus importante, qui selon ce qui sera recueilli, permettrait à l'Institut
 - = d'acheter un matériel d'impression et photocomposition devenu indispensable,
 - = d'envisager l'acquisition de l'immeuble de l'Institut, actuellement loué, ce qui constitue une lourde charge.

BON DE SOUTIEN

JE SOUHAITE CONTRIBUER À L'ACTION CULTURELLE DE L'INSTITUT KURDE. JE VOUS ENVOIE, À TITRE DE DON, UN CHÈQUE DE F.

JE SOUHAITE DEVENIR MEMBRE ASSOCIÉ DE L'INSTITUT VEUILLEZ M'ENVOYER UN FORMULAIRE D'ADHÉSION.

NOM : Prénom :

ADRESSE :

.....

..... Tél :

TELEGRAMME DE BREST

LE SOIR

Liberation

Fédération
Internationale
des Droits
de l'Homme

il manifesto

La Republique des Pyrenées

DIE BRÜCKE

Millijet
MILK GAZETTE

LE MATIN
DE PARIS

Народна **КВАТНА**

Le Monde

LYON MATIN

LA CROIX
THE TIMES
LA GAZETTE
DE LAUSANNE

Die Grüner

REVUE DE PRESSE
BERHEVOKA ÇAPÉ
RIVISTA STAMPA
THE PRESS REVIEW
BASIN DERLEMESİ
DENTRO DE LA PRENSA
PRESSEREVUE

LE FIGARO

SEMAINE PROVENCE

THE GUARDIAN
vie culturelle

L'EXPRESS

SYDNEY MORNING
HERALD

Cumhuriyet

LE MONDE
diplomatique

Le Parisien

CROIRE

Hürriyet

afrique
asie

L'Humanité

Télérama

FINANCIAL TIMES

Hüseyin Erdem

Siyabend und Xecê



Ein kurdisches Märchen
Türkisch-Deutsch
Klartext Verlag

"Es gab Himmel, weit weg, tiefblau und unendlich. Es gab Ebenen, grenzenlos. Und es gab Berge, deren Gipfel die Wolken berührten. Die Flüsse, aus dem Innern der Berge geboren, trugen in ihren starken Wassern Fruchtbarkeit und Leben. In den Bergen herrschten die Wölfe, in den Ebenen herrschten die Herren.

Unsere Erde war immer noch unfrei, unsere Menschen, wie die Sterne am Himmel allein; weit weg voneinander und nicht vereint, erwärmten und erleuchteten sie die kalten und hungrigen Nächte. Fremde Herren wollten die unbeugsamen Berge, die wasserreichen Flüsse und die fruchtbaren Ebenen unserer Heimat in Ketten halten."

Mit diesen Worten beginnt "Siyabend und Xecê", ein kurdisches Märchen, von Hüseyin Erdem (Türkisch-Deutsch, Klartext-Verlag/Essen).

Siyabend und Xecê ist eine der wichtigsten mündlich überlieferten Epen der kurdischen Literatur. Da es bis heute verboten ist, in kurdisch zu schreiben und zu veröffentlichen, entwickelte sich die mündlich überlieferte Literatur besonders stark. All diese Mythen, Sagen und Epen

haben ein ursprüngliches, klassisches Thema, das jeder Sänger mit seiner Kreativität und Phantasie weiter ausschmückte. Siyabend und Xecê ist eine der bekanntesten und beliebtesten Liebesgeschichten, die zum Epos wurden. Realistische und mythologische Bilder ver-

mischen sich in ihr. Im gesamten Werk spürt man die Probleme des Volkes. Wichtig ist das Erscheinen dieses Buches in diesen Tagen vielleicht auch deswegen, weil eine Kampagne für die Anerkennung der kurdischen Sprache in der Bundesrepublik läuft.

Das ferne fremde Lied

von Hasan Dewran

-Als viertgrößte Volksgruppe in der BRD fordern die Kurden wie andere ausländische Gruppen das Recht auf den muttersprachlichen Unterricht und Sendungen in Rundfunk und Fernsehen.-

Aus Anatolien
vom Osten
aud hohen Bergen:
ein Klagelied
ein trauriges Lied
ein trauriges kurdisches Lied
wollte
auf der Zunge
seines Sängers
in die Ferne
in die Fremde
in die ferne Fremde ziehen.

Auf weiten Feldern erklingend
in tiefen Tälern ertönend
durch enge Wege summend
kam das Lied
auf der Zunge des Sängers
tanzend, singend, rollend
an die Grenze (seines Landes).

Das Lied
das Klagelied
das Schweißgelied
das Lied ohne Paß
darf die Grenze
die finstern
die stumme Grenze
nicht überschreiten,
sonst -
das Lied ohne Paß
das Lied ohne Recht
das Lied, das Stieflied
bleibt am Hacken hängen
es blutet, es blutet dann
wie der Saft aus der zerdrückten Rose tropft...

Das Lied ohne Paß, ohne Laute
das Lied, das gefürchtete Lied
durchschritt die Grenze
seines Landes

schweigend, stumm, heimlich
erreichte die Tore
Deutschlands.

Das Lied ohne Paß, ohne Recht
das Lied, das erschöpfte
Flötenlied
klopfte bei der Ankunft an
die Türen,
um sich ein wenig auszuruhen,
niederzulassen,
am Lichte zu sein,
auf der Zunge frei gesungen
zu werden.

Es vergingen Tage und Jahre,
kamen neu ohne Antwort.

Nur das Lied
das ferne fremde Lied
das kurdische Flötenlied
blieb unter allen
fernen fremden Liedern
ungehört,
ungeduldet.

Nun
sucht
das Lied der Ferne
das Lied der Berge
das Gastlied
ein Versteck
in bröckligen Herzen.
Und wird gesungen
in Kohlengruben
in Schulklassen
in dunklen Fluren
gegen Heimweh!

Grenzen, Wanderung, Deutschland!
Wo man zur Linderung
der Sehnsucht
nirgendwo ein Lied hört.
Wo kein Lied
die Sehnsucht mildert,
die Sehnsucht nach der Heimat
auf den Rücken,
die Sehnsucht nach der Heimat
im Rücken.

Grenzen, Wanderung, Deutschland!
Das wird nicht das Ende
vom Lied sein!..

Mannheim 1982

Брой 17, 26 април 1985 г.

Да снимаш филми в... затвора

седмичен екран



Когато швейцарският филм „Път“ на режисьора Йълмаз Гюней получи „Златната палма“ в Кан, ясно бе, че постановчикът няма да може да получи лично големата награда — бе снимал филма си от... затвора. Освен със сложната композиция, с грижливото проследяване на драматичните съдби на своите герои „Път“ бе направил впечатление със съдбата на своя създател.

Филмите на Йълмаз Гюней бяха неизменно свързани с неговия собствен жизнен опит. Те правеха впечатление със своята искреност и достоверност. Преди да стане режисьор, той е актьор и по собствените си думи е започнал с образите на „бедняци от крайните квартали, които търсят изход и винаги биват смазвани“. Това са или онези, които са напуснали селата и се ситат немили-недраги из крайните квартали, или ако са останали на село, водят безнадеждна борба срещу държавата и земевладелците... А преди да стане актьор, Йълмаз Гюней е просто част от живота на тези бедняци. — вършил е всички работи, които „върши едно дете на село“ — от носене на вода по нивите до чиракуване при касаци.

Пътят на Йълмаз Гюней към киното не преминава през учебни заведения — неговите университети наистина са животът и изпитанията. Първоначално актьор и сценарист, комуто поверяват постепенно снимането на отделни епизоди, а по-късно и на цели филми — той познава професията от вътре и това ще се окаже много важно, когато започне работа в екстремните условия на затвора. Неговите филми израстват от живота, от онова, което режисьорът познава. И това в особена степен се отнася до „Път“. Всичко в това произведение е достоверно. Сам Йълмаз Гюней разказва в едно интервю, че „всички истории в този филм са истин-



„Път“

сни. Случиите ми бяха разназвани от мои другари, затворници“.

В затвора Гюней не престава да твори — пише романи, новели, сценарии, прави филми, колкото и странно да изглежда. Това означава всеки епизод да бъде разработен до най-малки подробности и описан върху хартията. Режисьорът не спира да работи при каквото и да било условия — част от местата на натурните епизоди на „Път“ той открива по време на една от кратките отпуски от затвора, подобна на онези, за които разказва неговият филм. И което е най-съществено — изпълнение то на подобна задача не е възможно без група, не просто сътрудници, но именно съмишленици, в истинския смисъл на думата — хора, които не само да познават стила и маниера на режисьора, но които да мислят като него! Сътрудниците на режисьора са всеотдайни — някои актьори идват на смядане в затвора, за да обсъдят подробностите по създаването на образите. Гюней рабо-

ти със Зеки Йоктен и Сериф Гьорен, с едни от най-добрите актьори в страната си — изпълнителят на една от главните роли в „Път“ — Тарик Анан, бе отличен със специална диплома на последния фестивал в Западен Берлин за изпълнението на главната роля във филма на Зеки Йоктен „Борецът“...

Наистина, когато гледаш „Път“, е трудно да мислиш с естетически категории, да оценяваш от художествена гледна точка криволиците на действието, историите на тези петима затворници, завърнали се замалко в свободния живот — за да станат още по-релефни техните драми. „Път“ впечатлява със силата на непосредственото наблюдение, с познаването на живота, с достоверността дори на най-дребните детайли. Но преди всичко и най-вече със съдбата на своя създател — когато гледаш този филм, не е възможно дори за миг да забравиш при какви условия той е бил сниман...

ВЛАДИМИР ИГНАТОВСКИ

4.3.1986

TÜRKÜLERİMİZ KARDEŞTİR

9 - 16 Şubat dinletileri salt bir sanat olayı değil zulme, baskıya, ayrımcılığa ve şövenizme karşı sanat aracılığıyla başkaldırmanın başarılı ve coşkulu bir örneğiydi

Yaklaşık bir yıl önce kurulan İlişki, Şubat ayı içinde verilen iki dinletiyi noktaladı. Melike Demirağ, Şivan, Gulistan ve Şenar Yurdatapan'ın olgun ekip 6 Şubat günü Sydney Havalanına inerken, doğrudan açık yurtele karşılımaya gelenlerin bile aklından, bu ekibin, buca kısa süre içinde halkla boygesine kaynaşacağı ve ayırlama saatinde arklarında yeşim boylu çö zülmecek sevgi yuvaları bırakacağı geçmiyordu.

Kişilikleri ve sanat anlayışlarıyla Avustralya'daki tekdüze yeşimazı zı sarsan ekibin arkada biraktıkları arasında basının, radyonun, televizyonun ve toplum orgütlerinin tutumu daha bir usre uzurinde konulacak, tartışılacak konuları oluşturuyor... Ama tüm bunlardan öte değerli sanatçılarımız zın toplumsal sanat kişiliği ve toplumsal sanat emeği anlayışının açık, gu zeli örnekleri olarak kısacık bir süre de olsa aramızda kalışları, kuşkusuz ki er ya da geç, sanatçıların yazacak zorunda olan Avustralya Türk ve Kürt topluları için somut bir örnekti.

Melike-Şivan ekibinin ve diğer, oranında alışkanlıkları müzik adanmış Şenar Yurdatapan'ın o sevgi dolu, yumuşak yapısının ardında halikatin yüne, demokrasit kişilikleri ve dışı, odunuzu bir sanat anlayışıyla yansıyan düşün biçimleri, toplumsalızın gün, kuşakları için ne güzel bir örnekti...

Evet, dinletilerin başarı düzeyi, radyonun, basının, televizyonun ve he le de orgütlerimizin tutumu daha uzun süre tartışılacak. Ama bu değerli e kibin Avustralya ziyareti sırasında Rolf Süyü'yle birlikte ikinci kez ortaya çıkan bir gerçek var ki, o hiç tartışılmayacak, geçekten halikatin yüne o lan sanatçıların, birimleri ne vürse olsun, halk tarafından anlaşılabilirli ği, geldileri, yaşamaları güzeleştirilirdi... yu, katarak gittiler.

Sydney Town Hall'un his a hinc dön... 2. kişilik salonundaki o gusey- farcan coşku, o quzicubun, guzileden ışık yub, yansıyan sevgi unutulabilir mi?... Unutulamaz, çünkü bu unutulabilir salt bir sanat olayı değil zulme, bas kığa, ayrımcılığa ve şövenizme karşı sanat aracılığıyla başkaldırmanın ba- şarılı ve coşkulu bir örneğiydi.

Şimdi, elerici, demokrasit Kürt ve Türk orgütlerine düşen, halklarımızın kolayca coşmaya donuşurduğu o çrak noktayı hiç, ama hiç gosaerdi emmele zü, her çeşit partaklığı, transiyonculuğu bir yuna birakarak gerçekleştirilirdi. Şisinde dimdik ve halklarına yarı kendilerini inhanarak durmazlardı.



vie culturelle



Boş zamanlar değerlendirildi

Melike-Şivan ekibi, gurubun koor dinatördü olan Şenar Yurdatapan'ın ciddi ve hızlı çalışma temposuyla ayum içündeydi.

Zamanlarını bu tempoyla değerlen diriren ekip, 30 saatlik bir yolculuk tan Sydney havalanına indigünde an cak iki saatlik bir dinlenme olana ğı bulabilmiş, aynı gün, onceden a- lınmış olan randevuları gerçeği tad- lıyo ve basın ilişkileri başlamıştı.

Toplu ve tek tek provvalardan ar ta kalan zamanlarını Avustralya yi ve toplumu tanıması ayıran sanatçı lar, Sydney ve Melbourne'ye yakından görmeye çalıştılar. Melbourne'da Dan denong Dagi'na çıkarak, Aborigine' lerin yaşam ve dramını yontularıyla olumsuzlaştiren heykelleri ince- letti'le tanıştılar.

Genel Af Komitesinin dayanıma güncü de katılan sanatçılar, Syu- ney'deki bir kir gezisinde, gün bu- yu sohbetlerde bulundular, çözümlü soruları yanıttılar.





SHIVAN PERWER at the House of Commons press conference yesterday

Musician outlawed

SHIVAN Perwer, an exiled Kurdish musician, will be performing tonight at the Migrant Festival in the Central Hall, Westminster.

At a press conference in the House of Commons yesterday he told journalists: 'My songs are concerned with the suppression of the Kurdish cul-

BY A NEWS LINE
REPORTER

ture. They present the suffering and they expose the situation in which the Kurds are forced to live.'

Shivan, who had to leave Turkey in 1976, now lives in West Germany. He has just completed a successful tour of Europe.

In 1975 he had to go underground when the Turkish authorities hounded him for articulating the Kurds' demand for self-determination, and his music was later outlawed by the fascist military junta.

'I was able to stay another year in Turkey thanks to patriotic Kurds and democratic Turkish people. Despite many obstacles I decided to stage this cultural resistance,' he said.

Shivan said that it is illegal in Turkey to sing a love song — if it is in Kurdish. 'The authorities know that if a song is not performed in Kurdish then it will have no meaning for our people. This is a way of suppressing them.'

'Any suppression of a culture means the suppression of their total identity.'

Siwan Perwer, symbool voor onderdrukte Koerden

'Niet erkend, dus voor film geen subsidie'

Dear onze verslaggever

ARNHEM - De protestzanger Siwan Perwer vormt voor het Koerdisch volk het symbool in zijn strijd tegen onderdrukking. Zijn problematiek geldt voor al zijn volksgenoten. In het bijzonder voor degenen die als politiek vluchteling hun moederland hebben verlaten. Onderdrukking is probleem nummer één voor de Koerden. Zowel in hun thuisland als in het toevluchtsoord, waarnaar ze uitwijken.

Perwer voert vanaf zijn jeugd al een heftige strijd tegen de bezetters van zijn land. Wat dat aangaat kan iedere Koerd zich met hem identificeren. Vanwege die strijd en zijn grote bekendheid als protestzanger heeft de Nederlandse Vereniging tot Hulpverlening aan Koerden (NVHK) Perwer als voorbeeld genomen voor een film die de problematiek van het Koerdische volk moet belichten. Een voorlichtingsfilm voor mensen hier in het westen. Om de kosten voor de film te



● Siwan Perwer tijdens een concert in Zweden. Hij vormt voor het Koerdische volk het symbool in zijn strijd tegen onderdrukking. Om die reden werd hij als centrale figuur gekozen voor een voorlichtingsfilm over Koerden.



kunnen dekken vroegen de Koerden een jaar geleden subsidie aan bij verscheidene instanties. Ze kregen steeds nul op het rekest. Koerden zijn niet erkend in Nederland. Ze komen daarom ook niet in aanmerking voor overheidsmiddelen, in iedere keer weer de overweging.

Ondanks dit alles startte de NVHK, in samenwerking met de Arnhemse stichting Stug, medio vorig jaar met de productie van de film. De opnamen zijn al klaar, maar gebrek maakt het afronden van de film onmogelijk.

Uit hoofd

Het in het Midden-Oosten gelegen Koerdistan is in het verleden verdeeld onder Iran, Irak, Syrië en Turkije. Een klein stukje ligt in Rusland. Het is rijk aan grondstoffen, vandaar de belangstelling voor het gebied.

De bezetting door de vier genoemde landen gaat met veel geweld gepaard. Vele slachtoffers zijn al gevallen onder de 20 miljoen menselijke Koerdische bevolking. Hoewel die is verboden, hebben de Koerden een rijke cultuur die de pijler is onder het behoud van hun nationale identiteit.

Het levensverhaal over Siwan Perwer begint in zijn geboortedorpje. Een filmploeg van Stug is onder het mom van toeristische doeleinden Koerdistan ingetrokken. Het hele scenario voor de film leerden de filmers in Griekenland uit het hoofd uit angst dat in Turkije hun bewegredenen op papier zouden worden ontkend.

Perwer zelf bleef in Europa aangezien hij als politiek vluchteling meteen zou worden opgepakt. Zijn grammofoonplaten, waarvan de teksten gericht zijn tegen de Turkse dictatuur, zijn in zijn land streng verboden en bezit ervan is strafbaar.

In de militaire kazernes van Turkije krijgen de rekruten dagelijks films over hem te zien waarin hij als een terrorist wordt afgebeeld. In 1976 werd de grond zo heet onder zijn voeten dat de zanger naar West-Duitsland vluchtte.

Zowel in de filmopnamen over Perwers jeugd in zijn geboortedorpje als in die van zijn studieperiode in enkele Turkse steden daarna wordt duidelijk hoe het is om onder het Turks juk te leven.

Beide levensfasen, die in Turkije en West-Europa, komen in de film aan bod. Ook hier krijgt een Koerd als vluchteling met allerlei problemen te maken.

De documentaire nog worden aangevuld met beeldopnamen van de Koerdische cineast B.Thafour, nu werkzaam in het Koerdisch Instituut in Parijs. Het scenario ligt zo in grote lijnen vast.

Geen Turken

Op dit moment zitten de makers van de film echter op een dood punt. Zonder financiële ondersteuning kan hun produkt niet worden voltooid.

De NVHK en Stug hebben bij vele instanties aangeklopt, waaronder het ministerie van WVC. Maar steeds was het antwoord: 'Nee'. Nota bene onder de noemer 'Turken' zou eventueel over subsidie gedacht kunnen worden. Terwijl dat juist de onderdrukkers van de Koerden zijn. Onder geen enkel beding willen ze zich bij de Turken laten indelen.

Turkije is lid van de NAVO. Dit is volgens de Koerdische vereniging een van de voornaamste redenen waarom Nederland zich niet in de Koerdische kwestie wil mengen. De financiering is volgens hen daarom in feite een politiek probleem.

Een van de instanties waarbij de Koerden subsidie aanvragen is de provincie Gelderland, afdeling minderhedenbeleid. "We hebben nog niets afgewezen, maar eigenlijk is het een landelijk project. Er moet dus op nationaal niveau subsidie worden aangevraagd.

Toch zijn wij voorstander van financiële ondersteuning, omdat de film gezien kan worden als een vorm van hulp bij hun emancipatie. Of Koerdistan nu als onafhankelijke staat erkend moet worden, daar laten wij ons niet mee in", zo deelde een woordvoerder mee.

Hoewel volgens de woordvoerder de subsidie-aanvraag een rijksaangelegenheid is, neemt de provincie toch een

eenmalige bijdrage in overweging.

Toen minister Van den Broek van buitenlandse zaken onlangs op een CDA-bijeenkomst in Arnhem was, vertelde hij K.M. Simari van de NVHK dat hij de problematiek van de Koerden 'mee zou nemen' naar Den Haag.

Tegelijk liet hij echter weten dat hij geen voorstander is van erkenning van deze bevolkingsgroep.

vie culturelle

Internationale de l'Imaginaire



nouvelle série

Halk Oyuncuları — les comédiens / du peuple (Stockholm)

La candeur, l'engagement personnel et la vérité de la souffrance n'ont jamais suffi à ensemençer de la bonne littérature. Le mot sincérité, notait Gide, est un de ceux qu'il devient le plus malaisé de comprendre. Paradoxalement, son excès parvient à féconder le jeu de l'acteur, comme si la représentation physique du malheur par ceux qui l'éprouvent, et devant ceux qu'il écrase, balayait les impératifs formels sans lesquels il n'y a pas de création. Peu de temps avant la chute de la République Populaire Kurde de Mahabad — après la 2^e guerre mondiale —, un « Opéra » représenté par des amateurs dans la capitale assiégée, avait arraché des larmes aux spectateurs. Dont Ghazi Mohamed, qui devait être pendu par les troupes iraniennes. On y voyait le peuple kurde écartelé par ses voisins ; vendu par les Grandes Puissances. Il s'agit là de spectacles véridiques dont on sait la fiction bien en deçà des faits quotidiens. Rien à voir avec ces comédiens deguisés en C.R.S. nécessairement

cruels qui dans les années soixante flankaient la bastonnade à quelques candides des scènes françaises.

Le Halk Oyuncuları a la vertu profonde de frapper d'émotion le public pour lequel il joue, sans pour autant recourir aux poncifs de la bonne conscience, ni à la verboté du politique. Turcs et Kurdes d'Europe, travailleurs, réfugiés politiques, exilés, étudiants retrouvent avec stupéfaction — par la grâce d'un naturalisme ici efficace — une maison de village, ses habitants, la fontaine, les heures du jour et les gendarmes.

La troupe a été fondée à Stockholm par une actrice d'Istanbul — Ayse Emel —, qui après avoir été contrainte de fuir la Turquie, a rassemblé autour d'elle une vingtaine d'acteurs, d'actrices et de techniciens Turcs et Kurdes. Professionnel, le Halk Oyuncuları dispose d'une salle, et bénéficie d'une aide de la part du gouvernement suédois. Les tournées l'ont porté vers des villes où résident de nombreux émigrés — Berlin, Paris, notamment.

L'histoire de ces artistes reflète au niveau individuel l'effroyable drame d'une nation — le Kurdistan —, et d'un Etat — la Turquie — depuis longtemps absents du souci des nantis. Sous-développement. Maladie. Violence des opérations policières et militaires. Délation. Tortures. Exécutions sommaires.

Mais aussi, oppression des opprimés sur plus pauvres qu'eux. Mésestime des révolutionnaires des villes pour la misère des champs.

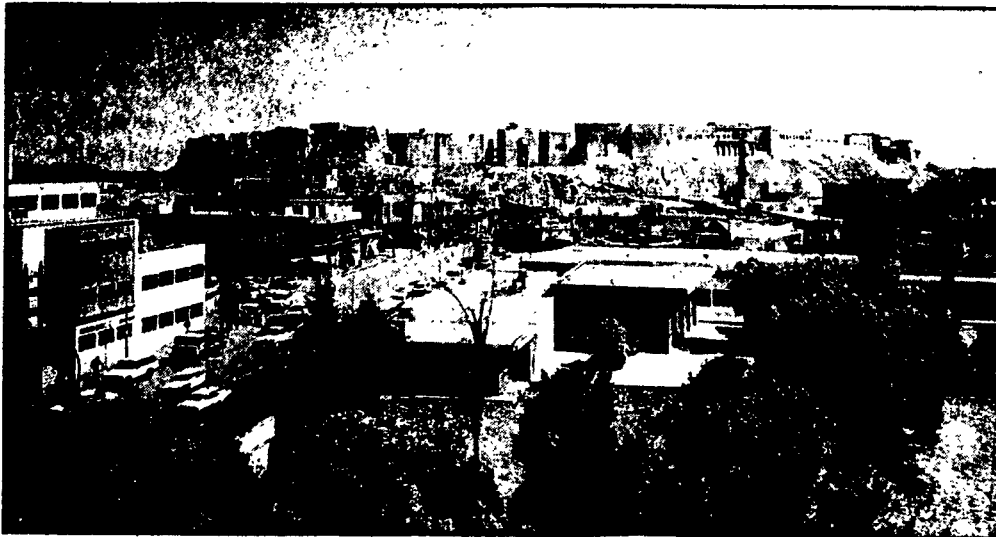
Le cinéaste Turc d'origine kurde Yilmaz Güney — mort à Paris à l'âge de 47 ans — nous a montré les paysages, les gens et les lacs de la détresse. Ayse Emel et sa troupe nous les font côtoyer dans un même espace. Celui du théâtre. La dernière production du Halk Oyuncuları — les fleurs de Nowruz (fleurs du nouvel an printanier) — est née d'une collaboration avec l'écrivain Kurdo-Turc Mahmut Baksi, lui-même réfugié en Suède. L'œuvre met en scène deux jeunes révolutionnaires — un Turc et un Kurde —, contraints de trouver refuge à la campagne, dans la famille du second, en compagnie d'une étudiante mêlée à l'aventure malgré elle... Il y aura mort d'homme, après combat avec les gendarmes.

Le prochain spectacle devrait être une adaptation du *Mont Ararat*, de Yasar Kemal. Il faut aller voir Halk Oyuncuları, entendre ses langues — le kurde et le turc —, écouter ses musiques, ses chants. Halk veut bien dire peuple. Soit, au théâtre, la chaleur d'une émotion collective.

* Halk Oyuncuları — Nybroteatern Nybroplan, Nybropaviljongen, 11147 Stockholm (Suède).
Tél. (8) 30 88.15.

Deux architectes lyonnais au Kurdistan

René Gagès et Charles Delfante, deux architectes lyonnais, connus depuis longtemps en France pour leurs réalisations, ont mis au point les plans de construction d'une université irakienne. Un voyage au pays des « Mille et une nuits ».



René Gagès et Charles Delfante participent à la construction de l'université Salahaldeen au pied des montagnes du Kurdistan, en Irak

Au pied des montagnes du Kurdistan, la ville d'Erbil à 450 kilomètres de Bagdad, va construire un immeuble campus universitaire pour 14 000 étudiants et autant de fonctionnaires, employés, commerçants... Une véritable cité de 30 à 40 000 habitants va s'installer dans cette province de l'Irak qui polarise les régions du Kurdistan, de Mossoul, de Kirkouk, épargnées par la guerre avec l'Iran.

Pour construire cette université qui portera le nom de « Salahaldeen », le gouvernement irakien a lancé un concours d'architecture international, remporté par une équipe française.

Parmi cette équipe, deux architectes lyonnais René Gagès et Charles Delfante associés pour la première fois de leur carrière dans un chantier commun : « La Caisse des dépôts et de consignation lauréate du concours avec la Société centrale d'équipement du territoire (S.C.E.T.) a voulu décentraliser le dossier », explique Charles Delfante, « aussi a-t-elle associé le bureau d'études Seralp-Beteralp qui a choisi comme architectes René Gagès et moi-mêmes ».

Les deux Lyonnais sont chargés d'une partie de la construction du campus : Salahaldeen université est divisée en cinq grandes parties. Les bâtiments uni-

versitaires, la ville avec les résidences, les commerces et centre-ville, les installations sportives et les équipements techniques. L'ensemble est placé sous la direction d'un architecte en chef parisien M. Kalt. Les Lyonnais devront construire tout ce qui est sportif et équipements. Aujourd'hui, le plan masse et l'esquisse de tous les bâtiments sont réalisés : on en est à la phase « 2 » des études d'architecture, l'avant-projet détaillé.

Marbres rouge, beige, brun

René Gagès et Charles Delfante vont s'attaquer à la construction d'un stade de 25 000 places (18 mètres de hauteur) avec tribunes couvertes ; d'une piscine olympique double avec bassin couvert et bassins d'apprentissage ; d'un stade omnisports avec gymnase prévu pour 3 000 spectateurs ; d'un hall des sports avec quatre gymnases et des pistes pour toutes les disciplines olympiques, lutte, boxe, judo, escrime... A ajouter : les équipements sportifs extérieur : dix courts de tennis, sept terrains de basket, sept de volleyball, deux terrains de football et — pour faire bon poids — quelques terrains polyvalents. Quant aux équipements techniques, ils rassemblent : un gara-

ge-atelier important, une laverie centrale, un bâtiment de stockage des nourritures, une imprimerie (offset et reprographie), des locaux de maintenance, une caserne de pompiers. Les Lyonnais vont encore construire les parties architecturales des installations industrielles.

« Nous avons sur place » raconte Charles Delfante, « un conseiller d'architecture islamique. Les Irakiens désirent un campus moderne dont les installations sportives seront soumises aux normes olympiques internationales. Mais ils restent très attachés aux traditions culturelles d'Asie mineure. La civilisation mésopotamienne et l'influence assyrienne qui date de plus de deux mille ans ne sont pas mortes ».

Alors, pour respecter cette identité irakienne, les lignes des bâtiments seront teintés d'Islam.

Les matériaux de la région pourront d'ailleurs être utilisés par les architectes lyonnais : argile, brique cuite — ou crue — pierres de tailles de calcaire, blanc, jaune.

Charles Delfante ajoute qu'il existe, à 30 kilomètres de l'université, des carrières de marbre qui serviront aux mosaïques des sols.

Marbres rouge, beige, brun pour le « pays des Mille et une nuits ».

Bien sûr, les grandes structures seront en béton « mais il y aura plus de revêtement en pierre qu'à Lyon » sourit Charles Delfante !

B. VITAL-DURAND ■

Au pays de la Tour de Babel, les ouvriers du bâtiment qui travailleront sur le chantier de l'université de Salahaldeen sont Coréens, Afghans, Indiens et Egyptiens — ces derniers soumis aux tâches les plus ingrates. Les architectes, donc, sont Français mais avec leurs interlocuteurs irakiens, ils parlent l'anglais.

Briec

SOIRÉE KURDE : le plaisir d'être ensemble

Samedi soir, la salle omnisports résonnait d'une autre musique, d'une autre culture : celle des Kurdes. Durant deux mois, le Centre de relations internationales du Finistère (CRIF) organise dans les localités une animation, en s'appuyant sur des groupes locaux. A Briec, une centaine de personnes ont participé, dîné aux spécialités, dansé.

Peu d'autochtones cependant... Par-delà les difficultés de communication, l'ambiance très cordiale et joyeuse témoignait du plaisir d'être ensemble le temps d'une soirée. Sur la scène, un groupe musical kurde s'est exprimé, ainsi que l'abbé Le Gal, un accordéoniste local, etc., tandis qu'un stand faisait connaître la lutte des Kurdes en Turquie, revendiquant leur indépendance et liberté.



Un groupe de danseuses.

OUEST FRANCE

10. 5. 1985

Briec

SOIRÉE INTERNATIONALE AVEC LE CRIF

La salle omnisports recevra le 11 mai les différentes communautés ethniques de la commune.

Au programme : buffet-animation avec le groupe « Serxwebun liberté » de musique Kurde. Elle sera organisée par Terre des hommes de Briec, des membres de la communauté Kurde de Briec, l'Association MRJC. Cette soirée s'inscrit dans le cadre du festival international du CRIF (Centre des relations internationales du Finistère), se déroulant en avril-mai 85 dans de nombreuses localités du département. S'inscrire pour les repas chez G. Combot, tél. 57.97.62.

PARIS NORMANDIE

25. 5. 1985

○ Fête kurde à Val-de-Reuil

L'Association des travailleurs kurdes de Val-de-Reuil en collaboration avec l'Institut kurde de Paris, fête samedi son nouvel an, par une grande fête qui commencera dès 16 h, au centre des Chalands

Chant et musique avec Koma Zozan chanteur Mermet, groupe de danse Koma Dilan, danses et chants avec des enfants de la ville.

27.5.1985

INITIATIVES

DROITS DE L'HOMME: Ils font l'objet d'expos, débats et spectacles dans quatre centres culturels communautaires. *Auj 15 h-22 h, Institut Kurde, 106 rue Lafayette, Paris-10, 824 64 64. Mardi, centre arménien, 36 rue Trévise, Paris-9. Mardi et mercredi, Carrefour de la Différence, 1 passage Bureau, Paris-11, 372 00 15. Jeudi, centre Rachi, 30 bd Port-Royal, Paris-5, 331 98 20.*

29.5.1985

INITIATIVES

FORUM-DEBAT pour le droit d'asile.
* à l'appel de comités et associations de réfugiés italiens, basques, latinoaméricains, kurdes, turcs, iraniens.
* Soutenu par des associations, organisations syndicales, et plusieurs collectifs contre les extraditions et les expulsions.
A PAGECA, 177 rue de Charonne (M. Alex. Dumas) aujourd'hui, de 19 à 24 h.

(Publicité)

**SOUS L'ÉGIDE DU MINISTÈRE DE LA CULTURE,
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL,
L'A.C.B. « TIDDUKLA », LE CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE
LE CENTRE RACHI, LE CRDA, L'INSTITUT KURDE
ET L'UNISAT-ÉTUDES TZIGANES**

Organisent quatre journées sur le thème :
**LES DROITS DE L'HOMME EN FRANCE, C'EST AUSSI
LA PLURALITÉ DES CULTURES.**

Le **lundi 27 mai 1985** à partir de 15 heures :

A L'INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette, 75010 Paris, tél. : 824-64-64.

M^o Poissonnière :

- Signature du livre : **Mattéo MAXIMOFF**, écrivain tzigane, Président du prix Romanes.
- Exposition de photographies : Kurdistan et Arménie.
- Projection d'un film sur la question juive.
- Film vidéo tzigane.
- Concert : **Mario Rui SILVA** (chants angolais).
- Concert : **KOMA-ZOZAN** (chants kurdes).

Mardi 28 mai 1985, à partir de 18 h 30 :

AU CENTRE DE RECHERCHES SUR LA DIASPORA ARMÉNIENNE,
36, rue de Trévise, 75009 Paris, tél. : 246-05-58. M^o Cadet.

- Signature de livres : **Marek HALTER**, écrivain juif, **Sandra JAYAT**, poétesse tzigane.
- Exposition photographique : les Arméniens, génocide et ethnocide.
- Exposition kurde : visages du Kurdistan.
- Vidéos sur l'Afrique du Sud, le Kurdistan et un village juif en Pologne.
- Concert : **Amar SERSOUR**, chansons berbères d'aujourd'hui.

Et au CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE, 1, passage du Bureau,
angle 170, rue de Charonne, 75011 Paris, tél. : 372-00-15, métro
Alexandre-Dumas :

- 21 h 30 : Chants et danses folkloriques du Kurdistan.
- 22 h 00 : « Ferdaous... Une voix en Enfer » de **Nawel EL SAADAWI**.

Mercredi 29 mai 1985, journée « enfants ».

Programme de « TIDDUKLA », Association de Culture Berbère (20, rue des
Maronites, 75020 Paris, tél. : 358-23-25), qui se déroulera au **CARREFOUR
DE LA DIFFÉRENCE, 1, passage du Bureau, angle 170, rue de Charonne,**
75011 Paris, tél. : 372-00-15. M^o Alexandre-Dumas :

- 14 h 30 : Chorale enfantine (chants français et berbères),
- 15 h 00 : Centre Culturel Tzigane : « A la découverte d'un personnage
amusant », par **Dominique ALCIATHI**.
- 16 h 00 : Spectacle de marionnettes par la Troupe **NEDJMA**.
- 17 h 00 : Contes en musique (A.C.B.).
- 18 h 00 : Fin.

Programme du **CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE.**

**20 h 30 : Table ronde animée par Jean KEHAYAN et Ramadan SADI sur le
thème : Les droits de l'Homme en France, c'est aussi la pluralité des
cultures.**

avec : **Hocine AIT AHMED, Antoine BOUILLON, Harlem DESIR,**
Christine DESOUCHE, Pascal DIBIE, Driss EL YAZAMI,
Edmond JOUVE, KALOMOH, Bernard-Henri LEVY,
H. Abdellah MOGNIS, Georges PAUL-LANGEVIN,
Jean-Pierre RICHARD, Christian ROSTOKER, Dulcie SEPTEMBER,
Yves TERNON et, sous réserve, **Robert JAULIN.**

23 h 30 : Poésie : Sylvia LIPA dira des poèmes de **RISTOS**, et **R. SADI** lira
un choix de poèmes (contemporains) traduits du berbère.

Concert par :
DEIHYA, chants berbères des Aurès,
TALILA, chants yiddish,
Stépan AKIAN, récital de santour arménien.

A l'ELDORADO BOBINO, 4, boulevard de Strasbourg, Paris 10^e.
22 h 00 : Concert avec TI FOK (groupe réunionnais) et **MALO-POETS**
(groupe sud-africain).

Jeudi 30 mai 1985

**AU CENTRE CULTUREL RACHI, 30, boulevard de Port-Royal, 75005
Paris, tél. : 331-75-47, M^o Gobelins.**

- 16 h 00 : Expositions :
Apartheid en Afrique du Sud par le Comité Anti-Apartheid.
Visages d'enfants par l'Agence IM'MEDIA.
Photos kurdes.
Diaporama : le génocide arménien et la Première Guerre Mondiale.
- 20 h 00 : Débat animé par **Yvan LEVAL**, face aux représentants des
différentes communautés et des journalistes de la presse française.
- 23 h 00 : Concert par **SABOR ORCHESTRA International**, dirigé par
Babakar.

NB. - L'ENTRÉE EST LIBRE ET GRATUITE POUR TOUTES CES MANIFESTATIONS.

LA DÉPÊCHE

LA DÉPÊCHE / SAM. 1^{er} JUIN 1985

Val de Reuil

La communauté kurde a fêté « Newroz »



Originaires de Turquie, d'Irak, de Syrie ou bien d'Iran, environ un million de Kurdes, sur une population globale de 20 millions d'individus, vivent aujourd'hui en exil, dont près de 40.000 en France. Regroupés en communautés, ils se sont donné pour mission de faire connaître le problème kurde à l'opinion mondiale.

Depuis 1945, les Kurdes tentent d'obtenir, par la négociation ou la guerre, l'autonomie de leur territoire telle que prévue par le traité de Sèvres de 1920. Ils revendiquent également le droit de vivre leur culture et de pratiquer leur

langue, ce que leur refusent la Turquie et l'ensemble des pays arabes.

A Val-de-Reuil, la communauté kurde est représentée par une vingtaine de familles, soit quelque 150 personnes regroupées, depuis 1981, en association. Cette association, placée sous la responsabilité de M. Ozkn, a pour but de résoudre les problèmes qui ne manquent pas de se poser dans les domaines social, administratifs, scolaires ou linguistiques.

Il y a quatre ans, l'Association des travailleurs kurdes de la Ville Nouvelle organisait un grand rassemblement régional à l'occasion de la fête du Nou-

vel an Newroz célébrée traditionnellement le 21 mars.

Samedi dernier, elle récidivait, cette fois au Centre des Chalands avec deux mois de retard pour cause d'indisponibilité de salle. L'an 2596 (selon le calendrier Eurastrien) n'en a pas moins été célébré comme il se doit : par des chants et des danses symbolisant tout à la fois le printemps, l'amour, la fertilité et le refus de toute forme de tyrannie. Une fête à laquelle assistaient quelques Français — trop peu nombreux hélas — parmi lesquels M. Amsalem, maire ; M. Leroy, conseiller général, et Mme Renou, adjointe au maire.

MERCREDI

29

MAI
1985

LE COURRIER

de l'heure

LOUVIERS

N°387

GRUPE NORMAND

3,20 F

La communauté kurde fête l'an 2596 en famille



Chorale des enfants kurdes de Val-de-Reuil, dans le respect des traditions

La communauté kurde est une communauté importante de Val-de-Reuil avec une vingtaine de familles soit une centaine de membres environ. La plupart d'entre-eux sont installés depuis 79, comme réfugiés politiques à la ville nouvelle, terre d'accueil.

Samedi, ils se sont retrouvés avec près de deux mois de retard sur leur calendrier pour fêter la nouvelle année avec d'autres familles de la région normande.

Une carte déployée rappelait l'origine diverse de ce peuple disséminé sur plusieurs pays, unités territoriales et politiques : la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. Sur une population de 20 millions d'habitants, le chiffre de 10.000 réfugiés en France est avancé par M. Ozkn, responsable de l'Association des Travailleurs Kurdes à Val-de-Reuil. A eux, se posent des problèmes d'assimilation, de chômage et de scolarisation pour les enfants que l'association s'efforce de

résoudre.

«Traditionnellement, le kurde est danseur et chanteur, précise M. Ozkn», deux qualités manifestes au cours de cette journée. Un groupe d'enfants de Val-de-Reuil interprétaient d'une voix virile, des chants-chorals dans une ronde, en costume traditionnel, sombre pour l'homme, qui tranche sur les toilettes colorées et brodées des femmes. A leur tour, les hommes de la communauté dansaient, main dans la main, sur une marche rythmée par leurs pas et leurs voix gutturales et profondes. Le chanteur Koç qui accompagné du «tembour», instrument traditionnel à cordes, et le groupe Komazozan s'associaient à la fête, invités par l'association.

Dans l'observance de leur calendrier hérité des Eurasiens, ils fêtaient l'an 2596. Traditionnellement, le nouvel an s'accompagne de 10 jours de fête durant

lesquels, toutes les tribus se réunissent hors des villages, dans la campagne, à la tombée du soir, pour danser et festoyer ensemble jusqu'à l'aube, avant la reprise des travaux quotidiens...

A Val-de-Reuil, le rassemblement s'est fait en plein cœur de la ville, dans le nouveau temple de la culture et des arts pour faire revivre les coutumes d'une minorité de la ville pour un après-midi. Depuis 4 ans, pareille fête ne s'était pas déroulée.

Les 7 «sins» ou spécialités culinaires de ce peuple, figuraient sans doute à leur buffet, dans le hall du centre.

Des Français étaient venus partager leur intimité et profitaient de ces danses pour se familiariser avec une culture étrangère qui pourtant, en repli, continue à subsister, entre nos murs.



Les adultes aussi, observaient le rituel de la fête

WORLD NEWS

Torture reigns in Turkey

By HENRY KAMM

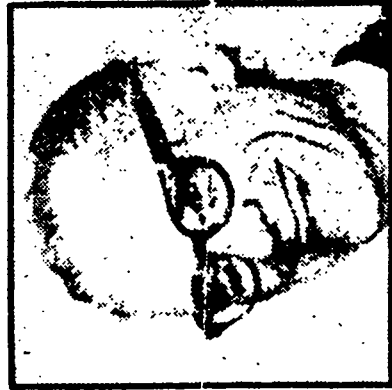
ATHENS, Friday: The playwrights Arthur Miller and Harold Pinter held a well-attended news conference on human rights in Istanbul recently, but not a word about it appeared in the Turkish press.

Miller said the Government of the Prime Minister, Mr Turgut Ozal, allowed the meeting at the headquarters of the Journalists' Association to take place last Friday, but immediately after forbade the press to report it.

The writers went to Turkey for five days last week to show solidarity with Turkish writers in difficulty with their Government. They were acting on behalf of PEN, the international association of writers, and will report to PEN on the state of intellectual freedom. Miller, a former president of the group, is a vice-president of the American section, and Pinter a vice-president of the British branch. The Turkish branch has been outlawed.

Miller said the fact that they were allowed to conduct their informal inquiry was a sign of a relative relaxation of intellectual restrictions, "but by any democratic standard it is very far from anything but a military dictatorship."

"The military has ensconced itself



Miller ... press under complete control.



Pinter ... support for Turkish writers.

days without notifying anybody," he said. Immediately after the military seizure of power in 1980, the period was 90 days — the relative liberalisation dates to the return of civilian Government under military supervision in 1983.

Miller described as "just crazy" the drawn-out trials of members of the Turkish disarmament movement, some of whose members have been in jail for more than two years while others are free but standing seemingly unending trial. Delays between court sessions are unusually long, Miller said.

Pinter and Miller met many editors and reporters, who said any newspaper could be closed by the authorities at any time, for one issue or longer. "We couldn't find an editor who wouldn't say that he can't tell the whole truth," Miller said.

"The press, including the right wing, are under the complete control of the Government."

The writers were denied permission to visit in prison Ali Tayguh, whom Miller described as "a director of great originality" who worked at the Yate Drama School. He has so far served two years of an eight-year term for his role in the disarmament movement.

The New York Times

backs the military no matter what," Miller said.

Miller said the two playwrights had met with people of many political viewpoints who nonetheless expressed similar views on the state of human rights. The interviews, which included meetings with two former prime ministers, Mr Bulent Ecevit and Mr Suleyman Demirel, who are now banned from political activity, left the visitors in no doubt that torture of people arrested as political dissidents had been widespread.

Torture usually occurred immediately after arrest, Miller said.

"The police can hold you for 45

irrevocably by institutional changes in the constitution," said Miller. "The belief is that this is a consequence of the new, tremendous United States contribution to the military — about \$US900 (about \$A1,300) million a year — and a not very dramatic American emphasis on human rights."

He had raised the issue with the US ambassador, Mr Robert Strauss-Hupe, and been told that the US "was pressing them in a discreet and quiet way."

"It is possible that he was truthful on that, but I told him that the perception was that the United States

il manifesto

/giovedì 11 aprile 1985

CORRISPONDENZA

Iran e Iraq uniti. Contro i kurdi

di Mirella Galletti

Sono falliti i tentativi delle due maggiori organizzazioni progressiste Kurde, *Unione patriottica del Kurdistan* (Upk) e *Partito democratico del Kurdistan d'Iran* (Pdk d'Iran), di negoziare rispettivamente con i regimi di Baghdad e di Teheran.

L'Upk, guidato da Gialal Talabani, ha annunciato il 15 gennaio scorso la ripresa della lotta armata contro il regime di Saddam Hussein «con tutti i mezzi possibili», dopo una stasi che durava da 14 mesi.

I negoziati erano stati avviati a seguito dei buoni uffici di Ghassem-lou, segretario generale del Pdk d'Iran, che intrattiene intense relazioni con Baghdad da cui riceve aiuti logistico militari nella lotta contro il regime di Khomeini. Il 24 dicembre 1983 Talabani venne ricevuto nel palazzo presidenziale a Baghdad, e discusse con Saddam i termini della revisione della legge sull'autonomia del Kurdistan, dell'11 marzo 1974, considerata troppo restrittiva dai Kurdi.

La rottura dei negoziati era prevedibile e forse inevitabile. Questo passo era stato aspramente criticato dagli altri gruppi kurdi e arabi e dal *Partito comunista iracheno*, e l'Upk si è trovata isolata ed evidentemente non è riuscita ad ottenere sufficienti garanzie da Baghdad.

Saddam Hussein aveva avviato questa «apertura» per dividere il movimento nazionale kurdo, bloccandone il gruppo più consistente, e per condurre con maggiore incisività la guerra contro l'Iran, data la difficoltà di condurre contemporaneamente la guerra nel Kurdistan e nello Shatt al-Arab.

L'Upk addebita la rottura del negoziato alla mancata volontà di Baghdad di concedere una reale au-

tonomia al popolo kurdo, al rifiuto di includere nell'area autonoma Sinjar e le aree petrolifere di Kirkuk e Khanaqin (da cui l'Iraq estrae il 75 per cento del suo greggio), alla repressione contro i tre milioni e mezzo di kurdi con arresti, intimidazioni, torture, esecuzioni di massa.

La causa principale della rottura sembra debba addebitarsi all'accordo stipulato lo scorso ottobre tra Iraq e Turchia per la cooperazione militare per la sicurezza dell'area di confine tra i due Stati. Ciò che in pratica significa la delega ad Ankara della repressione e distruzione del movimento nazionale kurdo nel Kurdistan d'Iraq e di Turchia che ha le proprie basi sulle montagne di frontiera. È stato anche così ufficializzato l'intervento dell'esercito turco nel Kurdistan iracheno.

La rottura tra Talabani e Saddam ha determinato la ripresa della guerriglia kurda nell'area di Sulaimaniyyah, roccaforte dell'Upk.

In questo momento in cui il movimento kurdo in Iraq sembra emergere dall'impasse, hanno destato scalpore e polemiche i contatti tra Pdk d'Iran e il regime di Teheran, avvenuti nel luglio 1984. Gli incontri preliminari non hanno avuto un seguito, per la posizione rigida del regime islamico che rifiuta di concedere l'autonomia al Kurdistan. Questa «apertura» di Ghassem-lou è stata aspramente criticata dal leader dei *mujaheddin del popolo*, Massud Rajavi. Si è così accentuata la crisi interna dell'opposizione iraniana.

Sul piano interno la più forte opposizione al regime khomeinista è rappresentata dal popolo kurdo, che conduce dal 1979 la lotta armata per

ottenere il riconoscimento dell'autonomia. Nel corso del 1984 l'esercito iraniano e i *pasdaran* hanno accentuato la pressione militare e aumentato il controllo sulle aree Kurde. Hanno insediato duemila posti militari e una ventina di guarnigioni nei principali centri urbani. I 10-12 mila *pesh-merga* (combattenti kurdi) e i 35 mila membri del Pdk d'Iran risentono della stanchezza della guerriglia iniziata sei anni fa, ignorata sul piano internazionale e che può contare sui limitati aiuti di Baghdad e di altri Paesi arabi. Questi intendono inserire una spina sul fianco di Khomeini, ma non hanno alcuna intenzione di accrescere il peso del movimento kurdo sul piano interno e internazionale.

La popolazione è provata da anni di guerra, dal blocco economico imposto da Teheran. Il regime islamico ha iniziato ad applicare lo scorso autunno un piano che prevede l'evacuazione dei villaggi Kurdi di frontiera con la Turchia e l'Iraq, soprattutto nella provincia di Sardasht, che conta circa 15 mila abitanti.

minorités**LES ASSYRO-CHALDEENS**

AVRIL 1985

Dans le but de favoriser le rapprochement et la connaissance des Kurdes et de leurs voisins, l'Institut Kurde de Paris avait invité le dimanche 24 février Monsieur Joseph Yacoub, Maître-Assistant de Sciences Politiques à l'Institut d'Etudes Sociales de Lyon, pour parler du "drame des Assyro-Chaldéens".

Un public très nombreux, composé essentiellement de Kurdes, d'Assyro-Chaldéens et d'Arméniens, a pu durant plus de deux heures s'informer sur l'histoire et la situation politico-sociale actuelle de ce peuple plurimillénaire.

Les Assyro-Chaldéens sont les peuples dont l'origine antique dans ces régions comprises entre le Tigre et l'Euphrate (la Mésopotamie septentrionale pour les Assyriens avec comme capitale Ninive; méridionale -Chaldée, Babylone- pour les Chaldéens avec comme capitale Babylone) remonte au 3^e millénaire avant Jésus-Christ.

Après plus de 2000 ans d'une histoire qui voit la naissance et le développement de la civilisation : invention de l'écriture, du droit... ces peuples ont subi l'invasion et la domination perse au VI^e siècle avant notre ère (prise de Babylone par Cyrus II) puis grecque (prise de Babylone par Alexandre le Grand) au IV^e siècle avant Jésus-Christ. A l'avènement du christianisme, ils embrassent -comme leurs voisins arméniens au nord- la nouvelle religion et l'Eglise assyrienne (d'Orient) va étendre son influence, entre le IV^e et le XIII^e siècle, de l'Egypte à la Chine, avec plus de 60 millions de fidèles (réduits aujourd'hui à près de 2 millions). Au XIII^e siècle, les invasions mongoles stoppent le rayonnement de l'Eglise d'Orient et obligent une partie des Assyro-Chaldéens à se réfugier dans les montagnes du Kurdistan (tandis que d'autres iront en Irak, Syrie...). Ils sortiront du Kurdistan en plusieurs vagues, en particulier après les massacres subis en 1915-18 dans l'empire ottoman, qui sont considérés comme le premier génocide assyro-chaldéen du XX^e siècle et qui avait pour but d'éliminer ces Chrétiens parce qu'"inturquifiable", comme cela a été le cas pour les Arméniens. Durant ces années, ce peuple a subi les coups tant des troupes turques que des irréguliers kurdes.

Cependant, ils sont pleins d'espoir après la guerre, persuadés que Britanniques et Français -durant la guerre, pensant que l'heure de la libération du joug ottoman avait sonné, ils avaient participé à la guerre du côté des alliés dans le Caucase-, vont leur créer un foyer national sur leurs terres ancestrales (ce qui était possible puisque la Grande Bretagne occupait l'Irak). Mais dans le traité de Sèvres (août 1920, article 62), ils n'obtiendront -selon les dispositions prises en matière de protection des minorités non musulmanes de Turquie- que garantie et protection dans le cadre d'un Kurdistan autonome mais non un Etat. Pourtant, dans le traité de Lausanne (juillet 1923), après un renversement politico-militaire opéré par Mustapha Kémal, il n'est plus question ni des Kurdes, ni des Assyro-Chaldéens, pas plus que des Arméniens.



PHOTO CEDIA

Joseph Yacoub

A partir de 1924, ils errent comme réfugiés après avoir quitté en grand nombre les régions turques. Lors de l'indépendance de l'Irak en 1932, où une part du peuple est installée, promesse leur est faite de les établir en unité ethnique homogène. Là encore déception et face à la situation rendue difficile une partie va s'installer en Syrie en 1933, tandis que ceux restés en Irak subissent un 2^e "génocide" (entre 500 et 3000 morts selon les sources) que les Irakiens appellent "les incidents".

Durant la 2^e guerre mondiale, ils combattent dans les rangs de l'armée britannique qui, aussitôt la guerre terminée, oublie les promesses faites.

Aujourd'hui, il existe deux groupes distincts :

- les Chaldéens, environ un million, installés à 80 % en Irak, catholiques, dont le Patriarche de Babylone rattaché à Rome est à Bagdad;
- les Assyriens, environ 400 000, dont le 1/3 est au Moyen-Orient, le reste dispersé de par le monde jusqu'en Arménie soviétique, Etat-Unis, Australie... nestoriens (orthodoxes) avec une église indépendante dont le Patriarche est à Chicago.

Ce peuple sans Etat, exclu de la scène internationale, disséminé aux quatre coins du globe, essaie de préserver son identité ethnique, cultu-

relle, linguistique (l'Araméen est une langue sémitique, celle parlée par Jésus) et réclame justice et protection.

Les questions nombreuses de l'auditoire ont montré l'intérêt du sujet mais aussi les points de friction existant, en particulier avec les Kurdes à qui il est reproché leur participation aux massacres assyro-chaldéens de 1915 ainsi que leur rôle aujourd'hui(?) dans l'exil des Assyro-Chaldéens de Turquie. Cette migration qui se continue arrive aussi en France, en particulier à Sarcelles dans le nord de Paris où ils sont près de 1000; les assistantes sociales présentes ont fait part des témoignages que ces immigrés "turcs-chrétiens" leur font quant aux exactions kurdes. La situation politique des Assyro-Chaldéens est à l'image de leur dispersion géographique comme de leur division religieuse. Il semblerait que les Chaldéens aient des positions modérées (n'est-ce pas dû à leur implantation majoritaire en Irak où leur libre expression est difficile ?) alors que les Assyriens montagnards auraient des positions plus nationalistes (ils ont participé d'une manière importante à la révolution kurde de 1961 à 1975). Cependant, hormis certains groupes diasporiques, leurs revendications sont de type culturel (langue, religion...). En 1968, une Alliance Universelle Assyrienne s'est voulue, loin de toute obédience politique, unifier les Assyro-Chaldéens.

M.B.

AFRIQUE ASIE 11.3.1985

BALKANS :

frontières blessées

L'Assemblée nationale turque s'est réunie récemment à huis clos pour un débat général consacré à la situation des Turcs de Bulgarie.

Ils sont environ huit cent mille, et seraient l'objet d'une campagne d'assimilation en Bulgarie. Cependant, les autorités de Sofia comme celles d'Ankara se gardent de passionner le problème et envisagent de recourir aux négociations.

Nulle part comme dans les Balkans, où les frontières ont été imposées dans le cadre du démembrement de l'Empire ottoman et des conséquences des deux guerres mondiales, le problème des minorités n'est aussi aigu. Chaque frontière porte les cicatrices d'hommes séparés de leurs proches. Mais on est obligé d'admettre que, pour défendre ses ressortissants qui se trouvent hors de ses frontières du fait de l'évolution de la géopolitique régionale, la Turquie est bien mal placée. L'idéologie nationale turque a toujours fait peu de cas, hier comme aujourd'hui, des minorités présentes sur le sol national.

Et notamment des Arméniens : le gouvernement d'Ankara continue à nier le génocide dont cette communauté a été la victime à partir de 1915. L'ambassadeur des Etats-Unis auprès de la Sublime Porte de décembre 1913 à janvier 1916 vient d'ailleurs de publier des Mémoires accablants sur la réalité de ce génocide. Mémoires suivis de documents inédits du département d'Etat américain. C'est peut-être la raison pour laquelle le Premier ministre turc, Turgut Ozal, a voulu amorcer un semblant de changement d'attitude à l'égard de ce problème en déclarant : *« Peu importe que quelque chose se soit passé ou non, personne n'est en droit d'exiger de la Turquie qu'elle se plie à des exigences fondées sur des mensonges. »* Ce qui constitue un début de reconnaissance.

En attendant, une autre minorité continue à être exterminée à petit feu en Turquie : celle des Kurdes, dont Ankara vient encore de condamner une vingtaine à la peine capitale. Une minorité littéralement opprimée par l'armée turque, tout entière occupée à la « pacifier ».

Procès de militants kurdes
Peines capitales en serie



DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE

19.4.1985

● LE PARLEMENT EUROPEEN a adopté hier une résolution présentée par le groupe communiste et apparentés sur la « violation flagrante des droits de l'homme et le terrorisme sanglant en Turquie ». Les parlementaires considèrent que le régime actuel turc « a engagé une campagne de génocide systématique à l'égard de la minorité kurde », condamnant récemment à mort 30 soldats kurdes à Diyarbakir, puis 13 autres combattants kurdes dont deux mineurs. Ils rappellent également les condamnations à l'égard de la Turquie prononcées par les deux auteurs de théâtre, Arthur Miller et Harold Pinter, selon qui « la liberté intellectuelle est réprimée par la torture ».

LE NOUVEL ALSACIEN

20.4.1985

ADOPTION D'UNE RESOLUTION SUR LA « VIOLATION FLAGRANTE DES DROITS DE L'HOMME ET « LE TERRORISME SANGLANANT EN TURQUIE »

STRASBOURG. — Autre résolution adoptée à Strasbourg, celle présentée par le groupe communiste et apparentés sur la « violation flagrante des Droits de l'Homme et le terrorisme sanglant en Turquie ».

Les parlementaires considèrent que le régime actuel turc « a engagé une campagne de génocide systématique à l'égard de la minorité kurde », condamnant récemment à mort trente soldats kurdes à Diyarbakir, puis 13 autres combattants kurdes dont deux mineurs. Ils rappellent également les condamnations à l'égard de la Turquie prononcées par les deux auteurs de théâtre, Arthur Miller et Harold Pinter, selon qui « la liberté intellectuelle est réprimée par la torture ».

1985 - 1986

**Procès-verbal
de la séance
du**

Extrait

JEUDI 18 AVRIL 1985

sur la violation flagrante des droits de l'homme et le terrorisme sanglant
en Turquie

Le Parlement européen,

- A. considérant qu'en Turquie, le régime actuel a engagé une campagne de génocide systématique à l'égard de la minorité kurde,
- B. considérant que trente soldats kurdes ont récemment été condamnés à mort par les tribunaux militaires de Diyarbakir,
- C. considérant que les tribunaux militaires d'exception ont prononcé une nouvelle condamnation à l'encontre de 84 combattants kurdes, que l'officier chargé de l'accusation a requis la peine de mort à l'égard de 13 d'entre eux - parmi lesquels on compte notamment 2 mineurs d'âge de moins de seize ans -, cependant que quatre autres personnes n'ont pu être présentées au tribunal parce qu'elles sont, dans l'entretemps, décédées des suites des tortures qui leur ont été infligées pendant leur emprisonnement,
- D. sachant que les autorités turques procèdent à l'exécution des sentences de mort qu'elles prononcent, comme cela a été le cas de Hidir Aslan, qui a été pendu dans les geôles de Burdur à Ismir,
- E. considérant que deux auteurs de théâtre célèbres - l'Américain Arthur Miller et le Britannique Harold Pinter - qui se sont rendus en Turquie ont récemment prononcé une condamnation à l'égard de la Turquie, dans laquelle ils soulignent que les droits de l'homme sont actuellement violés dans ce pays, et que la liberté intellectuelle y est réprimée par la torture ;
1. demande qu'il soit mis un terme aux annonces de décisions de condamnations à mort prononcées par les cours martiales turques, qui constituent une provocation à l'égard de l'opinion publique internationale, et suscitent sa juste indignation ;
 2. demande que toutes les décisions de condamnation à mort qui ont été annoncées soient rapportées ;
 3. invite les autorités turques à mettre un terme aux conditions inhumaines dont font l'objet les détenus politiques par le traitement, la détention et les interrogatoires qu'ils subissent, autant d'éléments qui constituent une violation flagrante des droits de l'homme ;
 4. invite les gouvernements des Etats membres - et, en particulier, les ministres des Affaires étrangères se réunissant dans le cadre de la coopération politique - à exercer toutes les pressions possibles pour qu'il soit mis un terme aux condamnations à mort et aux exécutions, et pour que soient respectés les droits de l'homme et les libertés du peuple turc ;
 5. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission des Communautés, ainsi qu'aux gouvernements des Etats membres et aux autorités turques.

Témoignage

Médecine au cœur du Kurdistan

Olivia la Concarnoise et ses camarades de mission racontent

Une conférence sur le Kurdistan a attiré environ 60 personnes mardi soir au centre Louis Aragon. Pas de discours professoral mais le compte rendu d'une expérience vécue dans les montagnes du Kurdistan. Avec des hommes de terrain, et une femme, Olivia, infirmière d'origine concarnoise. Tous des membres de l'A.M.I. (Aide médicale internationale) ayant passé cinq mois, fin 1984, dans un village de toile, en Irak, tous près de la frontière avec l'Iran.

Olivia Le Boussard, infirmière, Jean-Denis Bonamour le kinésithérapeute et Thierry Ciuba le chirurgien, présentaient un film vidéo et des diapositives qu'ils ont eux-mêmes réalisés. Images superbes d'une mission au quotidien.

L'A.M.I., association de bénévoles, s'est envolée pour cette région du globe en 1979, à l'appel du P.D.K.I. (Parti démocratique du Kurdistan iranien) qui lutte pour une reconnaissance de l'identité kurde.

Les hôpitaux de fortune installés en Iran ont dû être abandonnés à plusieurs reprises, sous les coups de boutoir des combattants à la solde de Khomeiny. Des espoirs et du matériel médical à chaque fois anéantis.

Cette fuite en avant aboutit aujourd'hui à une situation assez délicate : coupé de la population kurde iranienne, l'hôpital ne soigne plus que des guerriers. « Il n'est pas question de capituler car quitter maintenant la place reviendrait à perdre définitivement le contact avec les civils », déclarait Thierry Ciuba.

Des élèves brillants

Mais c'est pourtant dans cette perspective d'une retraite éventuelle que le rôle des médecins et infirmières de l'A.M.I. ne consiste pas simplement à soigner les malades. Pour Olivia, « former les Kurdes aux soins médicaux est en fait la priorité fondamentale de l'action au Kurdistan, comme



Khader et sa femme, dans le bloc opératoire. Un anesthésiste et une panseuse-instrumentiste formés au Kurdistan, par l'A.M.I.

dans les autres régions où l'A.M.I. intervient ».

Et les équipes successives qui ont travaillé au Kurdistan sont en passe de gagner ce pari. Un couple de Kurdes a appris avec une facilité déconcertante : Khader pratique aujourd'hui les anesthésies, sa femme panse les blessés.

J.-D. Bonamour a formé cet hiver un élève kiné, Rosslo, dont il est particulièrement fier. « Il vient de passer trois mois en France

pour une formation plus théorique mais le choc a été trop dur pour cet homme des montagnes. Paradoxalement, la formation au Kurdistan a été beaucoup plus profitable ».

Lors de la dernière mission, chaque bénévole a apporté environ 140 kilos de matériel médical. Le bloc opératoire, construit en dur, dispose de l'équipement indispensable pour des opérations souvent très graves. Pour la rééducation des blessés, des barres de déambulation ont pu être fabriquées sur place, avec du bois de la région.

Jean-Denis Bonamour, le kiné, repart d'ailleurs la semaine prochaine au Kurdistan, des cannes anglaises dans ses valises. Olivia, elle, continue son labeur à l'hôpital Saint-Louis de Paris, en attendant la prochaine mission.

Le Monde

29.4.1985

Iran

LA RUPTURE EST CONSOMMÉE ENTRE MOUDJAHIDINES DU PEUPLE ET AUTONOMISTES KURDES DU PDKI

L'alliance qui unissait depuis près de quatre ans les deux principaux mouvements de l'opposition armée iranienne, les Moudjahidines du peuple (gauche islamique) et les autonomistes kurdes du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan iranien), vient d'être rompue, a-t-on appris vendredi 26 avril dans les milieux de l'opposition iranienne en exil en France.

Un porte-parole du Conseil national de la résistance (CNR), organisme créé en exil en 1981 et qui concrétisait cette alliance, a affirmé que le PDKI « s'était exclu de lui-même du CNR » en refusant de signer un document dans lequel les autonomistes kurdes auraient définitivement renoncé à tout contact avec le gouvernement iranien.

Les Moudjahidines de M. Masoud Radjavi avaient violemment critiqué les pourparlers engagés durant 1984 - et rompus depuis - entre le PDKI et des représentants de Téhéran. Début avril, les Moudjahidines ont mis en demeure le PDKI de s'interdire désormais tout contact avec Téhéran, ce que les autonomistes kurdes ont refusé de faire. Ces derniers ont au contraire justifié leur « pourparlers préliminaires » avec les autorités iraniennes par la nécessité de recourir à tous les moyens pour obtenir l'autonomie.

Au bureau parisien du PDKI, on ne reconnaît aucune valeur à cette mesure d'« exclusion », tout en admettant que de « nombreuses divergences » opposent le parti de M. Abderrahmane Ghassemilou aux Moudjahidines.

KURDISTAN

Voilà bientôt quatre ans que nous sommes au Kurdistan et travaillons avec les Kurdes iraniens. L'objectif principal de la première mission était la formation d'infirmiers et d'agents sanitaires.

Ballottée et prise en étau entre les Iraniens et les Irakiens, A.M.I. a suivi les Kurdes et l'évolution particulièrement rapide de la situation au Kurdistan d'Iran.

En quelques années, devant la pression militaire des Iraniens, les Kurdes ont progressivement abandonné les villes, puis les routes et presque les montagnes, pour n'occuper qu'un *no man's land* à la frontière irakienne.

En plus de la formation, l'intensification de la guerre et des combats nous a conduits à monter des antennes chirurgicales qui sont très rapidement devenues des hôpitaux avec tout ce que cela comporte de difficultés pour acheminer un matériel lourd, assurer l'approvisionnement et faire face au problème du recrutement des chirurgiens.

Trop de déménagements ont coûté cher en matériel, les trois derniers se sont faits sur moins d'une année : certains hôpitaux construits n'ont même pas eu le temps d'être terminés et occupés.

Actuellement, devant la relative stabilité de la guerre, puisque maintenant les Iraniens et les Irakiens sont face à face dans le Kurdistan et mènent une guerre de position, comme dans le sud depuis deux ans, un hôpital a été construit à l'endroit du précédent qui fonctionnait sous tente et qui nous limitait dans des indications opératoires délicates, malgré la présence d'un chirurgien compétent et de matériel adéquat.

Cette installation en Irak, à la frontière, nous coupe provisoirement des populations civiles qui traversent dangereusement la frontière pour venir se faire soigner. Les cours d'hygiène entrepris dans les villages au cours de journées de vaccinations avec comme centre un hôpital ou un dispensaire ont été abandonnés.

La formation des infirmiers initiaux a toujours été poursuivie malgré les déménagements ; cependant la classe d'il y a quatre ans comportait quarante élèves et actuellement il reste à l'hôpital une dizaine d'infirmiers qui sont devenus très efficaces et presque francophones. Parmi les autres, certains sont partis rejoindre leur famille à l'intérieur du Kurdistan, d'autres travaillent dans des hôpitaux plus près des fronts et donc inaccessibles pour nous, d'autres enfin ont abandonné avec changement d'orientation.

Trois infirmiers dans lesquels nous avons mis beaucoup de confiance ont

reçu un complément de formation sur des terrains de stage variés en France et il faut bien reconnaître qu'au total, l'expérience n'est pas très positive comparée aux résultats remarquables que nous obtenons avec une formation sur le terrain et par des spécialistes agissant alors très ponctuellement. Ainsi Kader, l'infirmier-anesthésiste a-t-il bénéficié de l'enseignement de plusieurs anesthésistes en 1984. Rosslo qui avait déjà bénéficié avec bonheur d'une formation de prothésiste a commencé une formation de kinésithérapeute grâce à un long séjour de deux kinés français Jamal qui avait été formé à la radiologie sur le tas par un de ses amis kurdes a été remis rapidement sur les rails d'une radiologie plus scientifique grâce au séjour d'un manipulateur radio. Mappara, la femme de Kader, est peu à peu devenue au contact des infirmières françaises, une excellente infirmière de bloc opératoire, gérant le bloc dans son ensemble.

Actuellement, l'hôpital pourrait fonctionner de façon complètement autonome avec les Kurdes, puis, qu'après quatre ans de formation, il existe un bloc autonome, un infirmier chef avec une bonne équipe, un radiologue et un kinésithérapeute. Ils sont cependant dans une situation très dé-

ficile à cause de l'absence de chirurgien kurde.

Sur le plan de la formation, une expérience intéressante a récemment été réalisée de façon involontaire : l'absence d'équipe chirurgicale pendant six semaines a conduit un des anciens infirmiers à faire une formation de secouriste à une douzaine de Kurdes et ce sous la pression du P.D.K.I. (Parti Démocrate du Kurdistan d'Iran). En arrivant l'équipe a été surprise de voir l'efficacité de cette formation pratique alors que l'on pouvait contester la formation théorique. Nous avons alors pu choisir lesquels continueraient leur formation à l'école de secouristes de Médecins du Monde, installée récemment, et lesquels pourraient devenir infirmiers à l'hôpital, et suivre les cours des équipes françaises. Il semble que ce schéma inverse du schéma habituel permette de décourager plus rapidement ceux qui ne sont pas faits pour ce genre d'activité médicale et éviter ainsi le manque de persévérance des premiers élèves infirmiers.

Malgré tous les problèmes et les déménagements et malgré la fatalité de la guerre qui actuellement nous coupe des populations civiles, nous gardons confiance dans l'efficacité des kurdes et dans la poursuite de notre action de formation.



La guerre est une menace permanente pour la structure hospitalière (ici le bloc opératoire), que nous avons dû fréquemment déménager, et qui se trouve provisoirement coupé de la population civile.



La consultation permet d'enrichir la pratique des infirmiers dont, depuis quatre ans, nous avons entrepris la formation.

Le fixateur externe

Le fixateur externe est un système qui assure la guérison de la fracture sans l'opérer. Il permet d'aligner correctement le segment de membre fracturé et rend la fracture stable, ce qui est une condition fondamentale de non surinfection et de consolidation.

Ce fixateur est très utilisé en pratique orthopédologique courante dans les accidents de la vie quotidienne sur des fractures complexes avec instabilité instantanée et ce bien que le délai de six heures au-delà duquel la synthèse interne (clou ou plaque) de la fracture est dangereuse soit le plus souvent respecté.

En situation de guerre (au Kurdistan, les blessés n'arrivent jamais avec leur fracture ouverte par balles dans les six heures), la pose d'un **fixateur externe** est alors la seule solution : il est plus léger que le plâtre, permet la surveillance de la peau et de la plaie et autorise la mobilisation des articulations sus et sous-jacentes. Le fixateur est également idéal pour les reprises de fractures infectées sur plaque ou s'il faut, après ablation de ce matériel que des chirurgiens autochtones se laissent volontiers aller à poser car plus spectaculaire et plus valorisant malgré son caractère rééducatif, autant que l'expérience du terrain puisse permettre d'en juger.

De nombreux fixateurs se trouvent sur le marché. Les plus connus et utilisés dans nos hôpitaux sont celui d'Hoffmann et celui du Service des Armées (S.S.A.). L'ensemble du fixateur se stérilise à la chaleur humide, sèche ou chimique, mais à des prix impressionnants compte tenu de cette condition technique.

Pour un tibia, un fixateur simple d'Hoffmann coûte de 12 à 14 000 F avec une boîte de base de prix de 4 500 F. Celui du S.S.A. coûte 4 200 F avec une boîte de base de 6 000 F.

Il faudrait pouvoir alors fabriquer nous-mêmes le fixateur en dehors des broches qui, internes, doivent être en inox et stérilisables. En effet, le reste du matériel pourrait être en acier vulgaire, qu'il suffirait d'entretenir. Mais on se heurte à la réalisation technique, au choix du fixateur « à copier » et aux brevets !

Durant toute l'année 83 et 84 les fixateurs se sont succédés avec succès sur les tibias et les fémurs des blessés kurdes comme nous avons pu le constater lors de nos missions.



8.5.1985

وسط استمرار القتال مع الاكراد افرين: بلدان اجنبية تهدد تركيا وعودة الى نعمة علويين وسنة

ويهمهم من تكرار الكلام على "المخاطر" التي تهدد تركيا، ان الرئيس التركي يقصد تدهور الوضع في جنوب شرق البلاد حيث يتصاعد النشاط المسلح للثوار الاكراد منذ الصيف الماضي.

واعلنت السلطات العسكرية ان اثنين من الثوار الاكراد قتلوا الاحد الماضي في محافظة سيرت جنوب شرق البلاد. وجاء في بيان لقيادة الجيش السابع ان ٣ "قطاع طرق" حوصروا في المنطقة الجبلية شمال سيرت ورفضوا الاستسلام وفتحوا النار. وتمكن احدهم من الافلات على رغم اصابته بجروح.

وقد فقدت القوات المسلحة التركية ٣٥ جنديا منذ عودة الاضطرابات الى المناطق الجنوبية - الشرقية التي تسكنها اكثرية كردية تتعاون عبر الحدود مع اكراد العراق وايران. (وصف)

كرر الرئيس التركي كنعان افرين ان بلاده تمهدا بلدان اجنبية، فيما تواصلت المعارك بين القوات المسلحة والثوار الاكراد في جنوب شرق تركيا. ولم يحدد افرين، في خطاب القاها في توكات على مسافة ٣٠٠ كيلومتر شمال شرق انقرة، "البلدان الاجنبية" المعنية، لكنه اشار الى ان "تطور التسليح اليوم يمنع البلدان الكبيرة من الاندفاع في حروب حقيقية. لذلك يلجأون الى الحرب الباردة عبر تقسيم الناس في البلدان الصغيرة". وقال: "انني احتركم. في الماضي كانوا يقسمون الاتراك علويين وسنة. ومثل هذه الاستفزازات مستمرة الان".

واضاف انه "بتعين علينا عدم الوقوع في الوضع المحزن السابق لانقلاب ايلول ١٩٨٠ الذي اضطلع فيه افرين بدور اساسي على رأس القوات المسلحة. كذلك حضر الاتراك على "البقاء موحدين".

AMNESTY INTERNATIONAL
Secrétariat International
Traduction Section Française
18, rue Théodore Deck
75015 - PARIS
Tel : 557.65.65

EXTERNE

SF 85 U 214

MDE 14/01/85

Paris, le 4 avril 1985

AU 100/85 - Peine de mort/Situation juridique

IRAK : Exécution de vingt-trois personnes

Amnesty International a appris l'exécution de vingt-trois personnes en février et mars 1985. Dix d'entre-elles étaient membres du parti démocrate kurde (KDP), parti illégal, dix étaient membres de la famille Al-Hakim et trois membres de la communauté assyrienne d'Irak. Toutes auraient été exécutées sans inculpation ni procès préalables.

Au cours de la troisième semaine de février 1985, sept membres du KDP auraient été exécutés à la prison de Mosul. Il s'agit de Muhammad 'Ali Zahir, Hadji Ahmad Osman, Yahya Yunis, 'Ali Aziz Muhammad, Husain Salih Mustafa, Behir Sinjari et 'Abdallah Hemed 'Abdallah. Ils faisaient partie de trente-quatre personnes qui auraient été arrêtées entre juin 1981 et octobre 1983 en raison de leur appartenance au KDP. Le 14 mars 1985, Amnesty International a fait part de ses inquiétudes concernant ces informations au président Saddam Hussein et au ministre des Affaires Etrangères Tariq 'Aziz. L'organisation a demandé des éclaircissements immédiats et insisté pour que, si ces informations se précisaient, aucune exécution n'ait lieu. Elle a, par ailleurs, déclaré que si ces informations étaient démenties, les sept membres du KDP devaient être autorisés à entrer en contact avec des membres de leurs familles ou des personnes indépendantes et impartiales telles que des représentants d'une organisation internationale humanitaire. Amnesty International s'est aussi montrée inquiète au sujet de la sécurité d'autres membres de ce groupe au sujet desquels on est sans aucune nouvelle; elle a, enfin, sollicité des précisions sur leur situation juridique et sur l'endroit où ils se trouvent. A ce jour, aucune réponse n'a été apportée par les autorités irakiennes.

Depuis, Amnesty International a appris l'exécution de trois autres membres du KDP au cours de la seconde semaine de mars 1985. Deux d'entre-eux, Kamal Rassoul et Saleh Muhammad Amin Abd Al-Karim, avaient été arrêtés au printemps de 1984 à l'issue de manifestations dans la ville de Saulaimaniya. Le troisième, Gaffour Muhammad Saleh, également membre des "Pash Merga" (unités armées du KDP), a été arrêté après avoir été blessé dans un combat contre l'armée irakienne le 3 mai 1983. Après son exécution son corps aurait été rendu décapité à sa famille.

Amnesty International a été informée que, le 5 mars 1985, dix membres de la famille Al-Hakim ont été exécutés. Il s'agit du Dr. Sayyid 'Abd Al-Hadi Al-Hakim, de Sayyid Hassan Al-Hakim, Sayyid Husain Al-Hakim, Sayyid Muhammad Rida Al-Hakim, Sayyid Muhammad Al-Hakim, Sayyid Sahib Al-Hakim, Sayyid Dhia 'Al-Hakim, Sayyid Baha' Al-Hakim, Sayyid Muhammad 'Ali Al-Sayyid Jawad Al-Hakim et Sayyid Majid Al-Sayyid Mahmud Al-Hakim. Ils étaient au nombre des quatre-vingt-dix membres de la famille qui seraient restés détenus pendant près de deux ans sans inculpation ni procès.

En juin 1983, Amnesty International s'est inquiétée auprès des autorités irakiennes des informations selon lesquelles six membres de la famille avaient été exécutés le 19 mai 1983. Dans une lettre à l'organisation en date du 7 février 1985, le gouvernement

irakien confirmait ces six exécutions mais niait que les 90 membres de la famille Al-Hakim aient jamais été arrêtés.

Le 14 mars 1985, Amnesty International a fait remarquer aux autorités irakiennes les divergences constatées entre les déclarations de ces dernières et l'affirmation insistante des membres de la famille Al-Hakim selon laquelle 90 de ses membres avaient été emprisonnés; l'organisation leur demandait expressément de faire toute la lumière sur cette affaire. Aucune suite n'a été donnée à la requête d'Amnesty International.

Le 6 février 1985, trois membres de la communauté assyrienne d'Irak auraient été exécutés sans procès. Ils faisaient partie d'un groupe de 153 assyriens qui auraient été arrêtés à la mi-août 1984 par les forces de sécurité irakiennes et incarcérés dans des prisons de Bagdad. Ils auraient été arrêtés pour avoir réclamé l'"égalité des droits nationaux" et avoir pressé le gouvernement de mettre fin à sa "politique de suppression de la communauté assyrienne en Irak". Les trois personnes exécutées sont : Yousef Toma Zibari, ingénieur de 32 ans, Youkhana Esho Shlimon, conseiller d'affaires de 38 ans et Youbert Benyamin, un ingénieur de 39 ans.

Action recommandée : Télégrammes et/ou aérogrammes

- vous inquiétant des informations faisant état de l'exécution de ces vingt-trois personnes et rappelant l'opposition inconditionnelle d'Amnesty International à la peine de mort,
- demandant des éclaircissements immédiats sur ces informations, y compris sur toute procédure judiciaire pouvant avoir eu lieu; insistez pour que, si ces informations sont exactes, aucune autre exécution n'ait lieu;
- vous montrant préoccupés au sujet de la sécurité d'autres membres du KDP, de la famille Al-Hakim et de la communauté assyrienne qui seraient détenus et dont on ignore tout du sort qui est le leur. Demandez quelle est leur situation juridique.

Appels à

Adresses télégraphiques et télex

Président Saddam Hussein
Bagdad, Irak

Télex 212299 ALQASR IK

Tariq 'Aziz
Minister of Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Bagdad, Irak

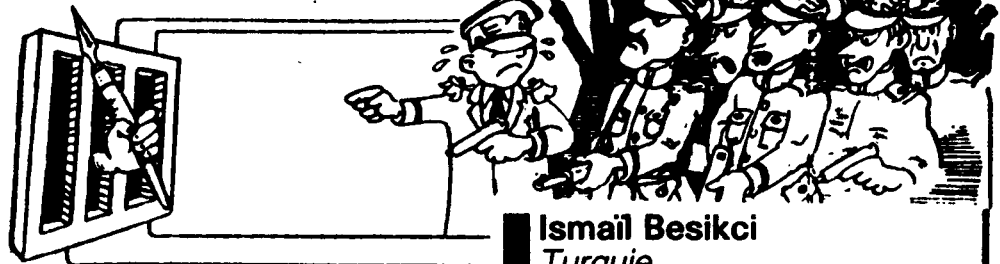
Foreign Minister 'Aziz,
Bagdad, Irak
Télex : 212201 MIN FOR A IK
212213 IKHARJIA IK

N° d'appel pays : 049100

Sa'Adoun Shakir
Minister of Interior
Ministry of Interior
Bagdad, Irak

Interior Minister Shakir
Bagdad, Irak

copies : Ambassade de la République d'Irak, 9, rue d'Andigné, 75016 Paris



Dessin de Gauzière

Ismail Besikci Turquie

Sociologue, il purge une peine de 10 ans de prison à cause d'une lettre qu'il avait envoyée à l'étranger lors d'un précédent emprisonnement. Dans cette lettre, il parlait des Kurdes comme d'un groupe ethnique distinct. Il a été inculpé pour avoir porté atteinte à la réputation du gouvernement turc à l'étranger.

Il avait adopté Ismail Besikci comme prisonnier d'opinion, après qu'il eut été emprisonné en 1971 sous l'inculpation de propagande séparatiste. Libéré en 1974 à la suite d'une amnistie générale, il avait de nouveau été jugé en 1979 et condamné à trois ans de prison, cette fois-ci pour « avoir dirigé une propagande destinée à affaiblir l'unité nationale de la Turquie » et pour « avoir insulté » la mémoire de Kemal Atatürk, fondateur de l'Etat turc moderne.

Ismail Besikci n'est pas kurde, mais il a été emprisonné deux fois pour avoir reconnu, dans ses écrits, que les Kurdes sont un groupe ethnique distinct, ce qui est officiellement démenti.

Une loi de 1924 interdit l'emploi de toute autre langue que le turc comme moyen de communication officiel. L'enseignement du kurde est interdit et les publications dans cette langue sont régulièrement supprimées.

Ismail Besikci avait commencé à purger sa deuxième peine en septembre 1979 et il l'avait de nouveau adopté comme prisonnier d'opinion.

Libéré en avril 1981, il devait être arrêté de nouveau en juin et, après 42 jours au secret, était inculpé pour avoir « porté atteinte à la réputation de l'Etat turc à l'étranger » dans une lettre adressée au président de l'Association des écrivains suisses.

En mars 1982, il a été condamné en vertu de l'article 140 du code pénal turc à dix ans de prison, suivis de cinq ans d'exil intérieur à Edirne.

En novembre 1984, il a été transféré de Canakkale à Gaziantep, dans une autre prison civile, et serait resté à l'isolement pendant un mois.

Ecrire en termes courtois pour demander sa libération à :
Son Excellence
Monsieur le Président Kenan Evren,
Devlet Baskanligi,
Ankara, Turquie,
avec copie à l'ambassade de Turquie :
16, avenue de Lamballe, 75116 Paris

Mensuel - Nouvelle série - N° 111 - Mo. 1981

Campagne pour les prisonniers du mois

Les cas exposés ci-contre concernent des prisonniers d'opinion. Tous ont été arrêtés pour leurs convictions, religieuses ou politiques, ou à cause de leur origine ethnique, de leur sexe, de leur couleur ou de leur langue. Aucun d'eux n'a recouru à la violence ni préconise la violence. Leur maintien en détention constitue une violation de la Déclaration des droits de l'homme adoptée par les Nations unies. Les appels internationaux ont pour objet d'obtenir leur libération ou l'amélioration des conditions dans lesquelles ils sont détenus. Dans l'intérêt des prisonniers, les lettres adressées aux autorités doivent être rédigées en termes mesurés et courtois, et souligner qu'elles ont pour seul objet la défense des droits de l'homme, sans aucun parti pris politique. Vous pouvez, si vous le souhaitez, faire référence à votre appartenance à *Amnesty International*. En aucun cas, il ne faut écrire au prisonnier lui-même. L'envoi de ces trois lettres constitue l'engagement minimum de chaque membre d'Amnesty.



amnesty international

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

URGENT ACTION

EXTERNAL (for
general distribution)

AI Index: EUR 44/12/85
Distr: UA/SC

UA 112/85

Torture

16 April 1985

TURKEY: Ismet KALAN

=====

Ismet Kalan, a Kurd aged about 35 from Karakocan, Tunceli province, was detained at his home around 2 April 1985 and taken to Elaziğ. The reason for his detention given by those who apprehended him was that he had given food and shelter to Kurdish partisans. Amnesty International has no information about Ismet Kalan's political sympathies or activities. He has not been seen since his detention and there are fears that he is being tortured.

Ismet Kalan, who is married and has three children aged nine, seven and four, lived in the Federal Republic of Germany for three years until December 1982 when he returned to Turkey.

Background information

Both before and since the military coup of September 1980 Amnesty International has received numerous allegations of torture from Turkey and has stated repeatedly that it believes torture to be widespread and a routine practice in Turkish police stations. Most allegations of torture relate to the 45-day period of incommunicado detention, during which detainees are interrogated. Amnesty International believes that most detainees are subjected to some form of torture or ill-treatment.

Although martial law has been lifted from some provinces, Elaziğ is still under martial law.

RECOMMENDED ACTION:

Telegrams/telexes/express letters/airmail letters:

- urging that Ismet Kalan be given immediate access to his lawyer and family
- requesting details of the charges against him
- seeking assurances that he will not be ill-treated

IMPORTANT: Appeals should not refer to the fact that Ismet Kalan is Kurdish. The Turkish authorities refuse to recognize the existence of Kurds as a separate ethnic group.

.../...

☎ 01-833 1771 Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502

Amnesty International is an independent worldwide movement working for the international protection of human rights. It seeks the *release* of men and women detained anywhere because of their beliefs, colour, sex, ethnic origin, language or religious creed, provided they have not used or advocated violence. These are termed *prisoners of conscience*. It works for *fair and prompt trials for all political prisoners* and works on behalf of such people detained without charge or trial. It opposes the *death penalty* and *torture* or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment of *all prisoners*.

EXTERNAL (for general distribution)

AI Index: EUR 44/13/85
Distr: UA/SC

UA 115/85

Fear of Torture/Legal Concern

16 April 1985

TURKEY: Mümtaz KOTAN, Kurdish lawyer

=====

(also further information on UA 171/83, EUR 44/25/85 10 August)

Amnesty International is concerned about Mümtaz Kotan, a Kurdish lawyer, aged 43, whom it believes to be a prisoner of conscience. It is reported that his health is poor as a result of torture.

Mümtaz Kotan was arrested in Ankara in April 1980 and taken to Diyarbakir where a trial was opened against him and 160 co-defendants in a military court in July 1981. In July 1982 he was sentenced to eight years' imprisonment to be followed by two years' and eight months' internal exile, on charges of belonging to the illegal Kurdish organization *Rizgari* (Liberation) and alleged secessionist activities. On 4 September 1984 the Military Court of Appeal quashed the verdict on Mümtaz Kotan and ruled that he should be retried, but he has remained in prison.

Mümtaz Kotan was previously imprisoned in the 1970s because of his membership of a Kurdish cultural organization. He was sentenced to 16 years' imprisonment at that time, but was released in 1974 following a general amnesty. *Rizgari*, the organization of which he is now alleged to be a member, was not, to Amnesty International's knowledge, involved in violent activities and Amnesty International has adopted Mümtaz Kotan as a prisoner of conscience. The organization has received reports from various sources that he has been tortured repeatedly throughout his imprisonment, starting with his interrogation in Ankara in April 1980. Amnesty International is informed that his health is poor as a result of torture.

Mümtaz Kotan's retrial at a military court in Diyarbakir began in November 1984 and has been proceeding at the rate of approximately one hearing a month since then. An Amnesty International observer attended the December hearing. A hearing has been scheduled for 22 April 1985 and Amnesty International is informed that it is expected that sentencing will take place then.

RECOMMENDED ACTION:

Telegrams/telexes/express letters/airmail letters:

- urging that Mümtaz Kotan be immediately and unconditionally released as a prisoner of conscience;
- expressing concern at allegations that he has been tortured at various times during his imprisonment and calling for an impartial investigation of the torture allegations.

☎ 01-833 1771 Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502

Turquie : Condamnation à mort

Le tribunal militaire de Diyarbakir (capitale du Kurdistan de Turquie) a condamné jeudi dernier à la peine capitale un militant du Parti des travailleurs kurdes (PKK). Vingt-huit membres du groupe de Sanluilfa (province frontalière avec la Syrie) comparaissant devant le tribunal. Ils étaient accusés de « tentative d'instauration d'un régime marxiste-léniniste sur une portion du territoire turc ». C'est la trente-septième condamnation à mort, pour raisons politiques, en Turquie depuis le début de l'année.

Cela n'empêche pas certains Etats du Conseil de l'Europe (dont la Turquie est membre) de plaider pour une présidence turque de ce Conseil !

Les ministres des Affaires étrangères des 21 (ou leurs représentants, Catherine Lalumière pour la France) sont tombés d'accord pour que la question soit examinée l'an prochain. La Turquie pourrait ainsi assumer la vice-présidence dès novembre et la présidence en titre en avril 1986.

L'AURORE

3. 5. 1985

TURQUIE**CINQ SOLDATS ET TROIS SÉPARATISTES KURDES TUÉS**

■ Cinq soldats turcs et trois séparatistes kurdes ont été tués dans une série d'affrontements armés qui se sont produits de dimanche à mardi dans la province de Bitlis (sud-est de la Turquie).

QOTIDIEN DE PARIS

Turquie : Affrontement avec les séparatistes kurdes

3. 5. 1985

Une série d'affrontements entre les forces armées turques et des séparatistes kurdes a provoqué la mort de 5 soldats et de 3 séparatistes au cours des derniers jours dans la province sud-orientale de Bitlis, a annoncé hier le gouverneur de la province, M. Mehmet Us.

LE FIGARO

TURQUIE

3. 5. 1985

CINQ SOLDATS ET TROIS SÉPARATISTES KURDES TUÉS

■ Cinq soldats turcs et trois séparatistes kurdes ont été tués dans une série d'affrontements armés qui se sont produits de dimanche à mardi dans la province de Bitlis (sud-est de la Turquie).

LES ECHOS 3. 5. 1985

◆ **TURQUIE : Kurdes.** — Une série d'affrontements entre les forces armées turques et des séparatistes kurdes a provoqué la mort de six soldats et de trois séparatistes au cours des derniers jours dans la province sud-orientale de Bitlis, a annoncé hier le gouverneur de la province.

LE JOURNAL QOTIDIEN

RHONE ALPES 3. 5. 1985

Violents affrontements entre Kurdes nationalistes et armée turque

8 morts depuis dimanche

UNE série d'affrontements entre les forces armées turques et des séparatistes kurdes a provoqué la mort de cinq soldats et de trois séparatistes au cours des derniers jours dans la province sud-orientale de Bitlis, a annoncé jeudi le gouverneur de la province, M. Mehmet Us.

Dimanche dernier, un groupe de trois séparatistes armés avait pénétré dans un village de la région de Mukti, à l'Ouest de Bitlis, pour réclamer de la nourriture à ses habitants. Les villageois ont informé la gendarmerie et les séparatistes ont ouvert le feu sur les forces armées venues les arrêter.

Dans l'affrontement, un séparatiste a été tué et les deux autres ont été arrêtés. Deux autres militants kurdes qui attendaient à la sortie du village ont été poursuivis par les forces de gendarmerie et l'armée provoquant une nouvelle série d'affrontements dans la nuit de mardi à mercredi. Au cours de ces affrontements, deux soldats, deux officiers et un des séparatistes ont été tués.

**35 morts depuis
l'été dernier**

Mercredi, un second groupe de séparatistes armés a été repéré dans un autre village de la même

région. Un nouvel affrontement s'est produit au cours duquel un soldat et un séparatiste kurde ont été tués.

La province de Bitlis est l'une des deux seules à forte population kurde qui ne soit pas soumise à la loi martiale en Turquie. Jusqu'à ces affrontements, qui comptent parmi les plus meurtriers des dernières années, elle avait été épargnée par la résurgence du combat séparatiste kurde qui s'est manifestée l'été dernier dans les provinces extrême-orientales de Siirt et Hakkari.

Ces nouveaux affrontements portent à 35, selon les chiffres officiels, le nombre des membres des forces armées tués depuis l'été dernier et à 33 celui des séparatistes turcs.

Lundi dernier, le commandement de la 7^e armée, qui ratisse systématiquement depuis près d'un an les provinces du Sud-Est, avait annoncé que cinq séparatistes avaient été abattus dans les provinces de Bingol et Diyarbakir.

La dernière action importante des nationalistes, conduits par le Parti des travailleurs kurdes (PKK) qui a pris la tête d'un Front de Libération Nationale du Kurdistan, remonte au début du mois d'avril. Un commando du PKK avait alors tué dans une embuscade cinq personnes dans la province de Siirt, dont le commandant de la gendarmerie locale, un médecin et une infirmière.

Turquie

Affrontements entre les forces armées et des militants kurdes

Ankara (AFP). — Une série d'affrontements entre les forces armées turques et des séparatistes kurdes a provoqué la mort de cinq soldats et de trois séparatistes au cours des derniers jours dans la province sud-orientale de Bitlis, a annoncé, le jeudi 2 mai, le gouverneur de la province, M. Mehmet Us.

Dimanche dernier 28 avril, un groupe de trois séparatistes armés avait pénétré dans un village de la région de Mukti, à l'ouest de Bitlis, pour réclamer de la nourriture à ses habitants. Les villageois ont informé la gendarmerie et les séparatistes ont ouvert le feu sur les forces armées venues les arrêter.

Un séparatiste a été tué dans l'affrontement et les deux autres ont été arrêtés. Deux autres militants kurdes, qui attendaient à la sortie du village, ont été poursuivis par les forces de gendarmerie et l'armée et de nouvelles fusillades ont eu lieu dans la nuit de mardi à mercredi.

Deux soldats, deux officiers et un des séparatistes ont été tués. Mercredi, un second groupe de séparatistes armés a été repéré dans un autre village de la même région. Un nouvel affrontement s'est produit au cours duquel un soldat et un séparatiste kurde ont été tués.

La province de Bitlis est l'une des deux seules à forte population kurde qui ne soit pas soumise à la loi martiale en Turquie. Jusqu'à ces incidents, qui comptent parmi les plus meurtriers des dernières années, elle avait été épargnée par le renouveau de la lutte des séparatistes kurdes qui s'est manifesté ces derniers dans les provinces extrêmes-orientales de Siirt et Hakkari.

Ces derniers événements portant à trente-cinq, selon les chiffres officiels, le nombre des membres des forces armées tués depuis l'été dernier et à trente-trois celui des séparatistes tués.

LE MATIN

DE PARIS

7. 5. 1985

TURQUIE

Deux Kurdes abattus

Deux séparatistes kurdes ont été abattus dimanche par les forces armées turques dans la province sud-orientale de Siirt, ont annoncé hier les autorités militaires. Selon un communiqué du commandement de la 7^e armée en charge de la répression de la rébellion séparatiste, trois « bandits » ont été repérés dans les régions montagneuses du nord de la province. Ils ont refusé de se rendre et ouvert le feu. L'un d'entre eux a pu s'enfuir bien que blessé. Cela porte à 37 le nombre des militants kurdes abattus depuis l'été dernier dans le sud-est de la Turquie, confrontée à un retour des commandos du Parti des travailleurs kurdes qui a pris la tête d'un front de libération nationale du Kurdistan. Les forces armées turques ont pour leur part perdu 35 hommes dans le même temps.

L'Humanité

6. 5. 1985

● DEUX MILITANTS kurdes ont été abattus par les forces armées turques dans la province de Siirt (sud-est de la Turquie). Selon un communiqué du commandement de la 7^e armée en charge de la répression du mouvement kurde dans le sud-est, les deux hommes étaient recherchés depuis deux mois. Repérés vendredi dernier dans la région montagneuse d'Eruh, ils ont refusé de se rendre, et ont été tués en combattant.

LA MARSEILLAISE

9. 5. 1985

Turquie

L'Assemblée Nationale Turque vient d'adopter une loi assurant le pardon et éventuellement une chirurgie esthétique aux "indicateurs de troupes terroriste" et s'apprete à accroître les pouvoirs répressifs de la police. Ainsi, les mouchards seront assurés de l'impunité. L'Etat envisage même d'envoyer certains, vivre à l'étranger. Ce sont les activités pro-communistes et séparatistes qui sont visées au premier titre par cette loi. Par ailleurs, les policiers voient étendu le champ légal de leur possibilités de recours aux armes. Les écoutes téléphoniques sont légalisées et les suspects pourront être gardés à vue dans les locaux de la police pendant 15 jours. Le projet accroît la répression contre les homosexuels qui seront fichés par la police. Enfin, pour lutter contre les séparatistes kurdes dans le sud-est du pays, la dictature turque a décidé la mise sur pied de milices de villageois armés et rétribués par l'Etat...

Şırnak'ta kanlı pususu

*Bölücü çetelerin taradığı araçtaki
5 görevli şehit oldu*



Kırkuyu köyünden dönen aracı pusuya düşüren 3 bölücü eşkiya, araçta içindeki hükümet tabibi Olcay Sayan, ebe Emine Karahan, polis memuru Mehmet İşler, şoför Ali Batmaz ve üststeğmen Mehmet Esin'i öldürdüler. Kaymakam Halil Uymaz ise yaralandı.

ANKARA, (a.a.) — Siir'in Şırnak ilçesi Kaymakamı Halil Uymaz'ın başkanlığındaki bir sağlık ekibi, Kızılsu bucağının Kırkuyu köyünden dönerken, üç bölücü eşkiya tarafından pusuya düşürüldü.

Sağlık ekibinin bulunduğu aracın, otomatik silahla taranması sonucu Hükümet Tabibi Olcay Sayan, Ebe Emine Karahan, Polis Memuru Mehmet İşler, şoför Ali Batmaz ve İlçe Jandarma Bölük Komutanı Üststeğmen Mehmet Esin şehit oldular. Kaymakam Halil Uymaz yaralandı.

2. Kolordu ve Diyarbakır, Hakkâri, Mardin, Siirt, Şanlıurfa ve Van illeri Sıkıyönetim Komutanlığı Basın ve Halkla İlişkiler Şubesinin açıklaması aynen şöyle:

"7. Kolordu ve Diyarbakır, Hakkâri, Mardin, Siirt, Şanlıurfa ve Van illeri Sıkıyönetim Komutanlığı Basın ve Halkla İlişkiler Şubesi'nden bildirilmiştir:

a) Siirt ili Şırnak İlçe Kaymakamı, bölgede özellikle kuzul hastalığı tedavisinde uygulanan genel çevre temizliği programının bir bölümü olarak, beraberinde ilçenin doktor ve ebeleri de almış suretiyle, 3 Nisan 1985 günü Kırkuyu sahayına bağlı Kırkuyu köyüne gitmiştir.

b) Kaymakam başkanlığında sabahleyin köye giden bu heyet, gün boyunca köylüleri toplayarak, onları sağlık hizmetleri konusunda aydınlatmıştır. Hasta vatandaşlarımızın muayene ve tedavilerini yapmış, köylü vatandaşlarımızın ve köyün diğer hizmetlerle ilgili ihtiyaçları konusunda görüşmelerde bulunmuştur.

c) Yol ve mevsim şartlarının imkânsızlığına rağmen, köylerdeki vatandaşlarımıza hizmet getirme gibi ulvi amaçlarla köye giden ve köydeki çalışmalarını tamamlayan bu heyet, köyden ilçe merkezine dönüşlerinde yolun sarp bir kesiminde, saat 13.30 civarında otomatik silahlı üç bölücü eşkiya tarafından pusuya düşürülmüştür.

d) Kaymakam ve yanındaki heyetin içinde bulunduğu görev aracının otomatik silahla taranması sonucu ilçe kaymakamı Halil Uymaz yaralanmış, araç-

ta bulunan Hükümet Tabibi Olcay Sayan, Ebe Emine Karahan, Polis Memuru Mehmet İşler, şoför Ali Batmaz ve bölgede görevli İlçe Jandarma Bölüm Komutanı üststeğmen Mehmet Esin şehit olmuşlardır.

e) Olaya adli makamlarca el konmuş olup, olay faillerinin tespit ve yakalanması için bölgede gerekli tüm tertip ve tedbirler alınmış, aramalar sürdürülmektedir.

f) Bu araçtan evvel bölgeden geçen güvenlik kuvvetlerine mensup vazifeliilerin bulunduğu araca ateş açmayan ve kasten insani amaçlarla vazife şuurunu bölgede faaliyetlerini sürdüren bu sivil kişileri öldüren bu caniler, halk düşmanları, mutlak cezalarını görecektir.

g) Gözü dönmüş caniler tarafından açılan ateş sonucu hayatlarını kaybeden şehitlerimizize rahmet, geride kalan ailelerine, yakın dost ve mesai arkadaşlarına başsağlığı dileriz."

GÖZLEM

UĞUR MUMCU

Şırnak ve Ötesi...

Türkiye ve Türklere yönelik terör eylemlerinde Ermeni örgütleri ile terörist Kürt örgütlerinin işbirliği yaptıklarını kanıtlayan belgeleri daha önce bu köşede yayımlamıştık.

Bu belgeler, öyle gizli kapaklı yerlerden çıkarılmış değildir. Londra'da bir kitapevinde satılan dergi ve broşürleri alıp okuduğunuz zaman, Kürt ve Ermeni terör örgütlerinin nasıl iş ve eylem birliği yaptıklarını görebiliyorsunuz. Durum bu denli açıktır.

Şırnak'taki alçakça saldırı, hiç kuşkunuz olmasın, yine aynı ortaklıktan kaynaklanan bir kanlı eylemdir.

Komşumuz Suriye'de Ermeni ve Kürt militanlarının beraberce eğitim gördükleri yedi kamp bulunmaktadır. ASALA'nın kendi yayınları, Ermeni teröristlerin Filistin'de "Ebu Nidai Grubu" ile işbirliği yaptıklarını kanıtlamaktadır.

Ermeni ve Kürt sorununa şöyle bir kuşbakışı bakalım:

Alın bir belge:

- *Amerikan hükümeti, Ermenistan'ın Adana da dahil kurulmasını istiyor. Silah, cephane, demiryolu ve her türlü malzeme buraya sevk edecekler. Boşaltım, Karadeniz limanlarından Amerikan bahriyesi tarafından ve Amerikan dorianmasının himayesinde yapılacak. Türklerin yapacağı en ufak bir hareket, Amerikalılar tarafından bastırılacak.* (Kaynak: İngiliz Belgeleriyle Türkiye, Erol Ulubelen, Çağdaş Yay. s: 261, Sir. A. Gedders'ten Lord Curzon'a yazılan 16 Mayıs 1920 tarihli gizli yazı, Kraliyet gizli belgeleri s: 71, Belge no: 63.)

Şu belgeye de göz atın:

- *... Kürdistan Türkiye'den tamamen ayrılıp özerk olacaktır. Ermenilerle Kürtlerin çıkarlarını bağdaştırabiliriz. İstanbul'daki Kürt Kulübü Başkanı Said Abçüli Kadir ve Paris'teki Kürt delegesi Şerif Paşa emrimizdedir...* (Kaynak: Ulubelen, s: 257, Amiral Sir F.'de Robeck'ten Lord Curzon'a yazılan 26 Mart 1920 tarihli gizli yazı, Kraliyet gizli belgeleri, s: 49, belge no: 33.)

Kurtuluş Savaşı günlerindeki Moskova Büyükelçisi Ali Fuat Cebesoy, Sovyet hükümetinin Anadolu hükümetine yapacağı silah yardımını Van ve Bitlis'in Ermenilere bırakılması koşuluna bağladıklarını anlatır ve Mustafa Kemal Paşa'nın, bu istekler ile ilgili olarak Moskova'da bulunan Türk delegasyonu başkanı Bekir Sami Bey'e çektiği şu gizli telgrafı aktarır:

- *... Muayyen bir kıtayı arazinin bir ekalliyet terkinin istemek emperyalist bir fikri mahsul ile harekette başka bir şey*

değildir. Ankara hükümeti milliyesi, emperyalizme karşı müdafaa ve mücadele kastı ile teşekkül etmiş bir hükümet olduğundan, emperyalizmin eşkali marufesinde (bilinen biçiminden) olan böyle bir talep ve iddiayı kabul etmemekte muzdardır (zorundadır)... (Kaynak: Moskova Hatıraları, Ali Fuat Cebesoy, Vatan Neşriyatı, İst. 1955, s: 90, Mustafa Kemal Paşa'nın Bekir Sami Bey'e gönderdiği 16 Ekim 1920 gün ve 595 şifre, 273 sayılı talimatı.)

Bir başka belgeye daha bakalım:

Amerikan Protestan Kiliseleri Federal Meclisi Temsilcisi James Barton ve W. Weet'in Lozan Konferansı'ndaki Amerikan Temsilcisi Washburn'a gönderdiği yazı şu:

- *Türklerle ve başka kimselerle, Ermeni azınlığa en iyi çözüm yolunun, öksüzleri de kapsamak üzere, sığınmaya gelecek göçmenlerin yoğun olarak toplanabilecekleri özel bir toprak parçasının saptanması olduğu kanısına varmış bulunuyoruz...* (Prof. Seha Meray, Lozan Barış Konferansı, SBF Yay. cilt 1. takım 1, kitap 2, s: 243.)

Aynı tutanaklardan bir parça da okuyalım:

- *Lozan Konferansı'nın Ermeni ulusu yurdu için yeterli büyüklükte bir toprak parçası ayırması şartıyla, başkan 20 milyon dolarlık bir parayı Hazine'den ödünç vermeye yetkili kılınmıştır...*

Bu belgeler, o tarihlerde, Ermeni devleti için Amerikalılar ile İngilizlerin ortak çalışmalar yaptıklarını, Sovyetler'in de sağlayacakları destekleri Ermenilere toprak verilmesi koşuluna bağladıklarını göstermektedir.

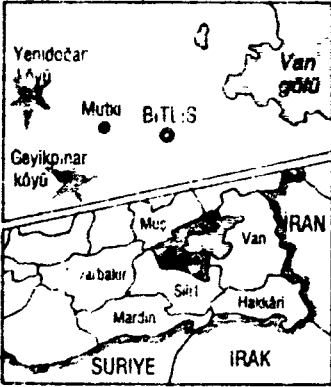
Bugün Londra'da serbest satılan "ASALA Interview" adlı broşürün 15'inci sayfasında PKK - ASALA işbirliği açıkça yazılmaktadır. "Interview with Mihran Mihranian" başlıklı bir başka derginin 40'inci sayfasında da Kürt ve Ermeni işbirliğini anlatan bölümler bulunmaktadır. TKP Genel Sekreteri Haydar Kutlu'nun, Eruh olayları olurken yaptığı konuşmada da etnik kışkırtılığa yer verilmektedir. (Kaynak: Information Belletin s: 10.)

Bütün bunlar, Ermeni ve Kürt sorununun dünden bugüne birtakım yabancı ülkelerce desteklendiğini gösteriyor. Şırnak'taki alçakça saldırı da bu işbirliğinin bir sonucu gibi görünüyor.

Türkiye'yi kuşatan bin bir türlü sorunun üstesinden gelmenin tek, ama tek yolu "Kuvvayı Milliye ruhu" ve bilincinin devrimci bir öze benimsenmesine ve yaygınlaştırılmasına bağlıdır.

Bitlis'te Çatışma: 5 Şehit

Mutki ilçesinde güvenlik güçleriyle bölücü eşkıya üç gün boyunca çatıştı, teröristlerden üçü ölü, ikisi sağ olarak ele geçti



AYNI BÖLGE — İki astsubay, iki onbaşı ve bir erimizin şehit olmasına yol açan bölücü çete mensupları, eylemlerini uzun bir süredir sürdürüyorlar.

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Bitlis'in Mutki ilçesinde bölücü çete mensuplarıyla güvenlik kuvvetleri arasında çıkan silahlı çatışmada iki astsubay, iki onbaşı ve bir erimiz şehit oldu. Bölücü çete mensuplarından üçü ölü, ikisi de sağ olarak ele geçirildi. Bu arada 7. Kolordu ve Diyarbakır, Hakkâri, Mardin, Siirt, Şanlıurfa ve Van illeri Sıkıyönetim Komutanlığı tarafından yapılan bir açıklamaya göre aralarında 1 er ve 1 bekçinin de bulunduğu 11 yurttaşımızı öldüren çete mensubu 4 canı ile bu canilere yataklık ve kılavuzluk yapan 13 çete mensubu yakalandı.

Bitlis Valisi Us'tan alınan bilgiye göre, olay şöyle oldu.

"28 nisan pazar günü silahlı üç bölücü eşkıya, Mutki ilçesine bağlı Geyikpınar köyüne giderek yiyecek istediler. Köyü vatandaşların yanında güvenlik kuvvetlerine haber vermeleri üzerine olay yerine

28 nisan pazar günü Bitlis'in Mutki ilçesine bağlı Geyikpınar köyüne gelip yiyecek isteyen üç bölücü eşkıyayı köylü güvenlik güçlerine ihbar etti. Olay yerine gelen güvenlik güçlerinin "teslim ol" çağrısına eşkıyalardan biri ölü, biri sağ ele geçirildi.

Eşkıyanın saklandığı Dergivan'a giden güvenlik güçleri çeteyi çembere aldı. Ateş açılması sonucu çatışma çıktı. Çatışma gün boyu sürdü. 30 nisanı 1 mayısa bağlayan gece eşkıyanın ateşi sonucu astsubay Volkan Yanık, astsubay Mehmet Kalender, onbaşı Adnan Satılmış ve onbaşı Mehmet Çakıcı olay yerinde şehit oldular.

Çatışma 1 mayıs günü de devam etti. Güvenlik güçleri bir eşkıyayı daha ölü olarak ele geçirdiler. Aynı gün Mutki ilçesinin Yenidoğan Köyü yakınlarında jandarma eri Bayram Özden şehit oldu.

gelen güvenlik kuvvetlerinin "teslim ol" çağrısına karşılık çatışmaya giren bölücü çeteye mensup eşkıyalardan biri ölü, ikisi de sağ olarak ele geçirildi. Bu sırada köyün dışında bekleyen iki bölücü eşkıya kaçtı.

Eşkıyanın saklandığı Dergivan mezrasına baskın düzenleyen güvenlik kuvvetleri, çetenin elemanlarını çembere aldı. Bu sırada güvenlik kuvvetlerine ateş açılması üzerine silahlı çatışma çıktı. Çatışma, gün boyu sürdü. 30 nisanı 1 mayıs akşamına bağlayan gece, eşkıyanın ateş açması sonucu astsubay Volkan Yanık, astsubay Mehmet Kalender, onbaşı Adnan Çatılmış, onbaşı Mehmet Çakıcı olay yerinde şehit oldular.

Güvenlik kuvvetleri ile bölücü eşkıyanın çatışması, 1 mayıs günü de devam etti. Burada güvenlik kuvvetleri, bir eşkıyayı daha ölü olarak ele

geçirdiler. Aynı gün Mutki ilçesinin Yenidoğan köyü yakınlarında bir eşkıya grubu daha görüldü. Güvenlik kuvvetlerinin olay yerine gelmesi üzerine silahlı çatışma çıktı. Eşkıyaların ateşi sonucu jandarma ve Bayram Özden şehit oldu. Güvenlik kuvvetleri, buradaki çatışmada bir eşkıyayı ölü olarak ele geçirdiler." Valisi Mehmet Us, ölü ve sağ olarak ele geçirilen bölücü eşkıyaya ait 1 adet G-1 otomatik tüfek, 1 adet kaleşnikof tüfek, 1 adet simirnof marka otomatik tüfek, 6 adet şarjör, 4 adet el bombası, silahlara ait 416 mermi ile çok sayıda yasaklanmış yayın bulunduğu söyledi.

Vali Us, olayla ilgili olarak çevrede geniş güvenlik tedbirleri alındığını ve kaçan bölücü eşkıyanın yakalanmasına çalışıldığını bildirdi.

Aralarında 1 er ile 1 bekçinin de bulunduğu 11 yurttaşımızı öldüren bölücü çete mensubu 4 canı ile bu canilere yataklık ve kılavuzluk yapan 13 çete mensubu yakalandı. 7. Kolordu ve Diyarbakır, Hakkâri, Mardin, Siirt, Şanlıurfa ve Van illeri Sıkıyönetim Komutanlığı Basın ve Halkla İlişkiler Şubesi'nden konuyla ilgili yapılan açıklama şöyle:

“1—Siirt ili Pervari ilçesi Sı-
ğırılı köyündeki bir vatandaşın-
nın, bölgede faaliyet gösteren
halk düşmanı 3 canî tarafından
öldürülmesinin müteakip, gü-
venlik kuvvetlerince suçlulukla-
rın aranması sonucu eyleme
katılan bir canî, silahı ile birlik-
te yakalanmıştır.

2—Sorgulama sonucu bölücü
çetenin bölgede faaliyet gösteren
silahlı bir biriminin sorumlusu
olduğu anlaşılan çkıyanın, a) 15
Ağustos 1984'teki Erur baskını
eylemine sorumlu olduğu silahlı
grup ile birlikte fiilen katıldı-
ğı, b) 8 Kasım 1984 günü Siirt ili
Fındıklı Bucacı Karageçit kö-
yünde 9 masum kadın ve çocu-
ğun öldürülmesine iştirak ettiği,
c) 28 Kasım 1985 günü Erur ilçe-
si Bayramlı köyünde Nizametin
Yaman adlı erimizin şehit
edilmesi ile ve aynı ilçenin Tünek
Pınar köyü bekçisi Hürsit Ata-
bey'in kasım ayında öldürülme-
sini planlayıp, grubu ile icra
ettiği kesinlik kazanmıştır. d)
Erur eylemine katılan bu canî-
nin bizzat yer göstermesi sonu-
cu Erur ilçesi baskını sırasında
gasp edilen silahlardan 6 adet tü-
fek ile bir sandık mühimmat ve
bazı malzemeler, dağlık bölge-
lerde önceden hazırlanan sığı-
nıklarda ele geçirilmiştir.

3) Aynı çkıyanın sorgulama-
sından elde edilen bilgilerin de-
ğerlendirilmesine göre,
suçluların aranmasına devam
edilmiştir. a) Karageçit köyünde
masum 9 kadın ve çocuğun öl-
dürülmesi eylemine fiilen katılan
4 halk düşmanı canî ve b) Bu ca-
nîlere eylem öncesi bilgi toplayan
çete mensuplarına yataklık
ve kılavuzluk eden 13 çete men-
subu daha yakalanmıştır.

4) Yakalanan bu çete mensup-
larının beraberinde kullandıkları
4 Kaleşnikof b) Bir adet tabanca,
çok miktarda mühimmat, ör-
gütsel dokümanlar da çete
mensupları ile birlikte ele geçiril-
miştir.

5) Ele geçen çete mensupları
ve onlara yataklık edenler, hak-
kındaki soruşturma işlemlerinin
tamamlanarak, haklarında yasal
işlemler yapılmak üzere sıkryö-
netim adli makamlarına teslim
edilmişlerdir.”

Kanlı bilanço

28 olayda 41 şehit

**Haber Merkezi — Güneydoğu Anadolu bölgesinde bölü-
cü çete mensupları tarafından bugüne kadar gerçekleştirilen
28 olayda 2 subay, 7 astsubay, 19 er ve erbaş ve 13 de sivil
olmak üzere toplam 41 kişi şehit olurken 12 de çete mensubu
ölü olarak ele geçirildi.**

Güneydoğu Anadolu bölgesinde 15 Ağustos 1984'ten bu
yana süren güvenlik güçlerine yönelik saldırılardan sonra yü-
rütülen geniş çaplı operasyonlarda yakalanan birçok kişi sık-
ryönetim mahkemelerine sevk edildi. Bölgede ilk olay, 15
Ağustos 1984 tarihinde Siirt'in Erur ve Şemdinli ilçelerinde
görüldü. Bölücü çete mensupları, jandarma karakoluna, su-
bay gazino ve lojmanlarına karşı düzenledikleri saldırıda 1
eri şehit etmiş, 1 subay, 1 astsu-
bay, 7 er ve 4 sivil vatandaş da
yaralanmışlardı. Bölücü çete men-
supları, yöre halkı ve güvenlik
güçlerine karşı saldırılarını Çu-
kurca, Beytüşşebab, Şırnak, Çal-
lak, Adıyaman, Elâzığ, Midyat,
Karapınar, Karlıova ve diyarba-
kır'ın kırsal kesimlerinde gerçek-
leştirmişlerdi. Son saldırı ve
çatışma ise Bitlis'in Mutki ilçe-
sine bağlı iki köyde gerçekleşti.

Urfa'da çatışma Bir er, bir polis şehit

**Bölücü çete mensubu
5 kişi ölü ele geçirildi.**

ŞANLIURFA, (Cumhuriyet) — Şanlıurfa'nın Bozova ilçesi yakınlarında bölücü çete mensuplarıyla güvenlik kuvvetleri arasında çıkan çatışmada bir er ve bir polis memuru şehit edildi. Güvenlik güçlerine kılavuzluk eden bir vatandaş öldürüldü. Beş bölücü çete üyesi de ölü olarak ele geçti.

Olaydan sonra 7. Kolordu ve Sıkıyönetim Komutanlığı çatışma hakkında ayrıntı veren bir açıklama yaptı.

Sıkıyönetim Komutanlığı ve Basın ve Halkla İlişkiler Şubesi'nce yayımlanan açıklama şöyledir:

"20 Mayıs 1985 gecesi saat 22.30 sıralarında Şanlıurfa ile Bozova ilçesi kırsal kesimde yol kontrolü ve pusu görevinde bulunan bir jandarma müfrezesinin kontrol için durdurduğu bir araçta bulunan silahlı eşkiyalar tarafından açılan ateş sonucu araçta bulunan eşkiyalar ilk anda iki adet uzun namlulu silahı da el-yerinde bırakarak biri yaralı vaziyette kaçmışlardır. Kaçan çete mensuplarının yakalanması için bölgeye sevk edilen kuvvetler ve vatandaşlarımızın da yardımı ile devam ettirilen iz takibi sonucu 5 silahlı çete mensubunun kaçtıkları bölge çember içerisine alınmıştır. Tesis edilen çemberin daraltılarak bölgenin tamamen arıması, bölgedeki vatandaşlarımızın da yardımı ile 21 Mayıs günü saat 11.00'de bölücü çete mensupları ile temas sağlanmıştır. Terasın sağlandığı ilk anda teröristlerce açılan ateş sonucu bölgedeki birliklerle beraber aramaya katılan polis memuru Güngören Botan ve iz takibi için kılavuz olarak kullanılan bir vatandaşımız maalesef şehit olmuştur. Güvenlik kuvvetleri tarafından yapılan teslim ol çağrılarını uymayan ve otomatik silahlar ile el bombası kullanarak silahlı çatışmaya giren bölücü çete mensubu 5 militan müsademe sonucu silahları ile bir-

likte ölü olarak ele geçirilmiştir. Yapılan ilk inceleme ve tespitlere göre, bir gün önce yol kontrol ve pusu görevindeki erimizi de şehit eden bu eşkiyaları, "örgüt adına bölgede sorumlu ve aktif faaliyet gösteren silahlı militanlar oldukları, ikisinin geçen yıl eylül ayında Şanlıurfa ilinde Böğürtlen jandarma karakoluna ateş etme ve silahlı saldırı eylemine katıldıkları, bölgede halk üzerinde baskı kurmaya ve zorla yiyecek ve para teminine çalıştıkları ve bazı maaşlı vatandaşımızın namusuna el attıkları -bölgede eylem yapmak üzere haber toplama ve hazırlık faaliyetinde bulunan çete elemanları oldukları tespit edilmiştir. Ölü olarak ele geçirilen çete mensupları ile birlikte kullandıkları iki adet Kalashnikov, iki adet G-3/A-4 piyade tüfeği, iki adet 7.9 milimetre çapında dürbünü piyade tüfeği, 12 adet el bombası, mühimmat, nehirden geçmek için kullandıkları bir adet lastik bot, sırt çantası dahil örgüt mensuplarının teçhizatları, örgütsel dokümanlar da bizzat üzerlerinde ele geçirilmiştir."

7. Kolordu ve Sıkıyönetim Komutanlığı'nın basın açıklamasında ölü olarak ele geçirilen eşkiyalar hakkında gerekli adli işlemlerin yapıldığı ve bölgedeki aramalara devam edildiği bildirildi.

AKBULUT'UN AÇIKLAMASI
İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinde meydana gelen çatışmaları değerlendirdi. Akbulut, yörede her türlü önlemin alındığını belirterek, "Bu, bir nevi savaştır. Gerilla savaşıdır" dedi.

Akbulut, ANKA muhabirinin konuya ilişkin sorularını yanıtlarken, Doğu ve Güneydoğu bölgelerinde alınan tüm önlemlerin eyleme geçirildiğini kaydederek şöyle konuştu:

"Alınan her türlü tedbir fiilen icra ediliyor. Ancak dış mihraklı, beyni yıkanmış olan, ne yaptığını bilmeyen insanların bu şekilde davranışları bize üzüntü vermekle beraber, sorunun sonuna gelindiği kabul edilebilir. Çünkü her türlü tedbiri aldık. Devletin güvenlik güçleri meseleye hâkimdir. Ancak maalesef üzüntüyle belirtmek gerekiyor, bu gibi münferit olaylar tek tük devam ediyor. Ama kısa zamanda bunların da nihayete ereceğini zannediyorum."

Akbulut, 'gerilla savaşı'nı anlattı

İçişleri Bakanı, bölücü çetelerin eylemlerini neden 'gerilla savaşı' olarak nitelendiğini açıkladı: Ellerinde kalesnikof silahlar, dürbünler, bazukalar, lastik botlar, her şey var. Tam bir gerilla donanımı içindeler. Nereden, ne zaman çıkacakları belirsiz.

ANKARA, (Cumhuriyet Bürosu) — İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, Güneydoğu ve Doğu Anadolu'daki olayları "gerilla savaşı" olarak nitelendirdiğini belirtti. Cumhuriyet muhabirinin sorusuna karşılık, Akbulut bunun anlamını şöyle açıkladı:

"Güneydoğu ve Doğu'da olayları gerilla savaşı diye nitelendiririm. Çünkü gerek eylemciler, gerekse hareketin niteliği açısından tam bir gerilla savaşı durumunu sergiliyor. Ele geçirilen eylemcilerde, kalesnikof silahlar, dürbünler, bazukalar, lastik botlar vs. her şey var. Yani tam bir gerilla donanımı içindeler. Hareketin niteliğine bakınca da aynı şeyi görüyorsunuz. Düzenli bir savaş değil bir kere. Vur kaç uyguluyorlar. Nereden çıkacakları ve ne zaman çıkacakları belli değil. Biz hassas noktaları tespit edip, o yerlerde ve belirlediğimiz zamanlarda gerekli tedbirleri alıyoruz. Eylemciler, kimlere saldırıyorlar? Bir polis ekibine, bir jandarma ekibine, devletin memurlarına mesela. Tam bir gerilla taktiği."

Akbulut, "Bu gerilla taktiklerine karşı alınan önlemler yeterli mi?" sorusuna da şu karşılığı verdi:

"Evet, güvenlik kuvvetlerimiz bu savaşla mücadeleye hazırdır. Komanda birliklerimiz, bu konuda eğitilmiş birliklerimiz var. Ayrıca şu anda güvenlik kuvvetlerinin elinde, gerillalarda bulunan her şey var. Bir zamanlar eşit imkanlarla yapamıyorduk bu mücadeleyi. Ama şimdi her şeyimiz var ve mücadelemizi böyle yürütüyoruz."

İçişleri Bakanı Akbulut, bölücü çetelerin siyaseti konusunda "Bunların siyaseti bölücülüktür, milleti, devleti, ülke bütünlüğünü bölmeye yönelik bir siyaset izliyorlar" dedi.

27 Mayıs 1985 Pazartesi



OKUMA YAZMA KURSU — Güneydoğu'da yetişkin eğitimi de yoğunlaşmış durumda. Öğretmen bulunmayan köylerde bu görevi yer yer çavuşlar üstleniyor. Okuma yazma kurslarında gerekli malzeme de eksiksiz sağlanmaya çalışılıyor.

Güneydoğu'da neler oluyor?

ERHAN AKYILDIZ

DIYARBAKIR — Güneydoğu Anadolu'da olanlar nedir?

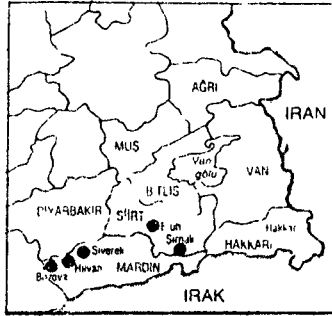
İçişleri Bakanı **Yıldırım Akbulut**'ün dediği gibi bir "gerilla savaşı" mı? Yoksa, dışarıdan güdümlü belirli grupların, askerimize ve sivil yuvttaşlara yönelik olarak sürdürdüğü "vur-kaç" yöntemiine dayalı silahlı saldırılar mı?

Bölgede yaşayan vatandaşların sosyal yaşamları normal biçimde sürmekte midir? Yoksa, korku ve umutsuz bir bekleyiş mi egemendir?

Üretim ve eğitim mekanizması normal çalışmakta mıdır? Yoksa, belirli aksamalar mı vardır?

Bu ve buna benzer soruların yanıtlarını aramak amacıyla gittiğimiz Diyarbakır, Sırt, Urfa, Erbil, Şirnak, Bozova, Siverek, Hilvan gibi il ve ilçelerle bazı koy ve mezarlarda edindiğimiz izlenimleri yazmaya başlamadan önce, olayların başlangıcına döneelim.

1984'ün 15 ağustosunda, Sırt'ın Erbil, Hakkâri'nin Şemdinli ilçelerindeki, askeri birliklerin bulunduğu karakol, gazino ve lojmanlara yönelik silahlı saldırılar, bu erimizin şehit olmasıyla sonuçlanırken, bu bekleyişin kök saldığını, ülke genelinde büyük bir çalkınlık ve tepkiye yol açıyordu. 12 Eylül sonrasındaki em güvenliğinin



Türkiye dışında eğitilip, güney sınırlarımızdan kaçak olarak ülkemize giren bölücülerin eylemleri sonucu, 37 subay, astsubay, er ve polis şehit olurken, 44 vatandaşımız da olaylar sırasında yaşamını yitirdi.

belirgin biçimde sağlandığı günleri yaşayan Türk halkı, askerine yönelik bu silahlı saldırıları nefretle karşılar, beklenmeyen saldırılarla ilgili çeşitli yorumlar yapıyordu...

Neler oluyordu Güneydoğu'da?

Herkes birbirine soruyor, birşeyler öğrenmeye çalışıyor.

İşte böyle bir ortamda konuşuyla ilgili askeri açıklama yapıldı... Daha sonraki günlerde ise, Cumhurbaşkanı **Kenan Evren**, "devletin yore halkının yanında olduğunu göstermek için" bolgeye gidecek, çeşitli illerde konuşmalar yaparak "Saldırıların önemli olmadığını, gereken herşeyin yapılacağını" söyleyecekti.

Sırt ve Şemdinli'de başlatılan bu tür saldırılar, belirli aralıklarla bugünlere dek sürdü. İçişleri Bakanı Akbulut-

Edindiğimiz izlenim, bölgede "gerilla savaşı"na benzer bir olayın olmadığı yolunda. Olay daha çok, sıkıyönetim yasaları çerçevesinde bazı yasadışı bölücü güçlere karşı yapılan mücadeleye benziyor.

Eruh ve Şemdinli baskınlarından sonra başlatılan Güneş Harekâtı, sürdürülüyor. Bugüne kadar 62'si ölü olmak üzere, 700'ün üzerinde bölücü ve onlara yataklık eden kişi yakalandı.

lan bu tür saldırılar, belirli aralıklarla bugünlere dek sürdü. İçişleri Bakanı Akbulut-

"gerilla savaşı" olarak tanımladığı saldırılarda 4'ü subay, 6'sı astsubay, 25'i er, 2'si de polis olmak üzere 37 güvenlik görevlisi şehit edilirken, 44 sivil yuvttaşımız da yaşamlarını yitirdi.

Bölücü çete mensuplarının "pusuya düşürüp, askeri araç ya da birliklere ateş açma" "karakol, lojman ve gazino gibi askeri birliklerin kullandıkları yapıların silahlı taranması", "bolge halkından silah zoruyla para ve yiyecek gasp etmek", "istediklerini kabul etmeyen ya da kendilerini güvenlik güçlerine bildiren koy-lere silahlı baskınlar

düzenlemek" gibi "başibozuk" eylemleri karşısında 16 Ekim 1984 günü "Güneş Harekâtı" başlatılıyor, harekât tam 7.5 aydır geniş kapsamlı bir plan içinde sürdürülüyordu...

Kamuoyuna "Huzur Operasyonu" olarak da yansıyan harekâtın temel amacı, bölücü eylemleri durdurmak ve bolge halkı üzerindeki baskısını kaldırmaktır... Harekâtın askeri yanını oluşturan bu mücadele sonunda 62'si ölü olmak üzere 707 bolucu militan yakalanmıştı. Harekâtın bir de sivil yönü vardı ki, bu girişimlerle de "devletin, askerin bolge halkının yanında olduğu" anlatılmaya çalışılıyordu...

Güneş Harekâtı'nın başlamasıyla öncelikle eylemlere ka-

Güneydoğu'da neler oluyor?

(Başarafa 1. Sayfada)

tilanların, onlara yataklık edenlerin yakalanması için yoğun bir mücadele verilirken, bir yandan da bölücü hareketin yapısı çözümlenmeye çalışılıyor... Bölücüler nereden geliyordu? Eylemleri yapanlar halk arasında bir "taban" bulabilmişler miydi? Bu soruların yanıtları bulunduğunda Güneydoğu olaylarının üzerindeki düğüm de giderek çözülecekti...

Bölgede kendileriyle görüşme olanığı bulduğumuz, askeri ve sivil yetkililerden edindiğimiz izlenimlere göre, olayların, Bakan Akbulut'un yaptığı "Gerilla Savaşı" tanımlamasıyla pek ilgisi yoktu... Olay yurtdışında eğitilmiş ve şartlandırılmış bölücü gruplara karşı, sıkıyönetim yasaları çerçevesinde yapılan bir mücadeleden ibaretti.

Gerek olayların gelişimi, gerekse yakalananların soruşturmalarının tamamlanmasıyla, bölgede eylem yapan bölücüler üç ana grupta toplanmıştı. Bu sınıflandırmaya göre birinci grubu, eğitimini Türkiye dışında tamamlamış, bölücü örgütün yönetim kademelerinde görev üstlenmiş ve çoğu otomatik silahlarla donatılmış profesyonel militanlar oluşturuyordu. Bunların etkileyip silahlandırdığı sempatanlar ikinci gruptan, bunlara isteyerek ve bilerek yataklık ve kılavuzluk edenler ise üçüncü gruptandı...

Surdürülen Güneş Harekâtı ile, birinci gruba giren militanlardan 62'si ölü, 115'i de sağ olarak ele geçirilmişti. Birini grubun etkileyip silahlandırdığı militanlardan 130'u ve bunlara yataklık ve kılavuzluk edenlerden de 400 kişi yakalanarak soruşturmalara başlanmıştı.

Güvenlik güçlerinin ilk belirlemeleri, bölücülerin halk arasında pek tutunamadığı yolundaydı... Başlangıçta, korku ve baskı yüzünden zaman zaman bölücülere boyun eğen yöre halkı artık, "hangi kapıyı çalacağını, nereye baş vuracağını" çok iyi öğrenmişti.

Gerek kişisel gözlemlerimiz, gerekse askeri ve sivil yetkililerle ve yöre halkıyla yaptığımız görüşmelerden çıkardığımız izlenimler şöyle sıralanıyordu:

• Eruh ve Şemdinli olaylarının ilk günlerinde bölgede gözlenen korku, sinme ve yaratılan imaj bugün hemen tümüyle silinmiş durumda.

• Güvenlik güçlerinin Güneydoğu Anadolu bölgesinde gitmediği, il ilçe, köy yok gibi. Bunlara bölgedeki 6 bin mezra da dahil.



HEP TETİKTE — Güneydoğu'da güvenlik güçlerinin gitmediği köy yok gibi. Bunlara, bölgedeki 6 bin mezra da dahil. Yöredeki askeri birliklerin güçleri artırılmış durumda. Kırsal kesimlerde askeri birlikler sürekli devriye gezip nöbet tutuyor.

• Yöredeki askeri birliklerin güçleri artırılmış, Siirt, Hakkari ve Urfa çevresindeki bazı kritik noktalara yeni ileri karakollar kurulmuş. Siirt ve Hakkari illerinin kırsal kesimlerinde, askeri birlikler sürekli devriye gezip nöbet tutuyor...

• Bölgedeki kent, ilçe, bucak ve köylerdeki sosyal yaşam, normal sürüyor. Yalnız daha önce saldırı yapılmış, baskına uğramış bölgelerde bir tedirginlik henüz var. Askeri birlikler bunun giderilmesi için yoğun çaba harcıyor.

• Bölgenin sosyal ve coğrafi yapısından kaynaklanan geçmişteki bölünmelerin giderilmesi, halkın bütünleştirilmesi için yoğun bir mücadele veriliyor. Kentleri süsleyen taklarda, caddelelere asılan bez afişlerde Atatürk'ün, "Diyarbakırlı, Vanlı, Erzurumlu, Trabzonlu, İzmirli, Makedonyalı, hep aynı ırkın evlatları, aynı cevherin damarlarıdır", "Toplumsal düzenimizi bozacak kimselere müsamaha etmeyiniz." "Türk milleti, milli birlik ve beraberlikle bütün güçlükleri yenmesini bilmiştir" gibi cümleleri yer alıyor...

• Askeri birlikler, yörenin en önemli sorunlarından biri olan sağlık konusunda da halka büyük ölçüde yardımcı oluyorlar. Özellikle kırsal kesimde askeri doktorların, hasta vatandaşları muayene ve tedavi ettiğini sık sık görebiliyorsunuz. Ulaşım ola-

naklarının kısıtlı olduğu bölgelerde, acil durumlarda helikopterler sağlık hizmetlerinde kullanılıyor.

• Kendi aralarında örgütlenen subay ve astsubay eşleri, yöre halkının da katkılarıyla bölgeye sağlık ve eğitim hizmetleri ulaştırmaya çalışıyor. Siirt Tugay Komutanı'nın eşi Şenay Kundakçı'nın geçen hafta içinde 42 yoksul çocuğunün sünnetini yaptırması, Urfa Tugay Komutanı'nın eşi emekli öğretmen Albay Suna Gökçöz'ün bölgedeki sağlık eğitim çalışmaları bunlardan yalnızca ikisi.

• Eldeki olanaklar ölçüsünde köylere kitap ve kırtasiye yardımı yapıyor. Öğretmen bulunmayan köylerde bu görevi üstlenen çavuşlara rastlanabiliyor. Yöre halkına, okuma yazma kursları ve birliği sağlayıcı bilgiler veriliyor.

• Yöre halkının, bölücülere karşı tepkisi, kent ve ilçelerde hemen hemen aynı. Bölücülerin yaptığı eylemlerle kendi adlarını kötüye çıkardıklarını söylüyorlar.

• Belirli yerleşim birimlerinde muhtarlar halk tipi telsizler edinmeleri sağlanmış. Bu telsiz konuşmalarından zaman zaman askeri telsizlere karışan "Hacı, çay içmeye gel" gibisinden çağrılar gülüşmelere yol açıyor. Birçok köyde köy bekçilerine otomatik silahlar verilmiş.

• Gerek sivil, gerekse askeri yöneticiler, bölücü teröristlerin baskını sonucu mal ve can kaybına uğrayan ailelere yardımlarını sürdürüyorlar. 4'ü kadın 5'i çocuk, 9 kişinin öldürüldüğü Karageçit baskınında evlerini ve yakınlarını kaybeden üç yurttaşımıza Siirt Valiliği 250'er bin lira verirken, Diyarbakır Valiliği de bölgeye 5 ton yiyecek göndermiş.

• Karayolları, YSE ve askeri birliklerin uyumlu koordinasyonu sonucu, bölgeye geçen yıllara oranla daha çok hizmet götürüldüğü gözleniyor. "Güney Yolu" denilen Uludere-Çukurca karayolunun bu yıl bitmesi için yoğun bir çalışma var. Bu yolun bitmesiyle belirli dönemlerde ortaya çıkan irtibat kopukluğu giderilmiş olacak. Çevrede yoğun bir su ve elektrik çalışması gözleniyor.

• Askeri birliklerin de yardımıyla bölge yatılı okullarının kapasiteleri arttırılmış durumda..

RUPTURE

Le 15 janvier dernier, l'Union Patriotique du Kurdistan a décidé de rompre les négociations entamées depuis plus d'un an avec le gouvernement irakien de Saddam Hussein pour obtenir la reconnaissance du droit à l'autonomie du peuple kurde.

L'U.P.K. a choisi la rupture après que le gouvernement irakien ait donné plus de preuves qu'il ne lui en fallait de sa mauvaise foi : arrestations, tortures, exécutions de patriotes kurdes se sont poursuivies pendant les négociations qui, entre autres, achoppaient sur le refus des autorités irakiennes d'inclure un tiers du Kurdistan d'Irak dans le futur territoire autonome (voir *Défi* n° 6, 26 décembre 84, p. 26). De plus, en octobre 84, le gouvernement irakien signait un accord anti-kurde avec les militaires turcs prévoyant une coopération destinée à anéantir le mouvement de libération kurde des deux pays. Enfin, loin de mettre hors d'état de nuire les organisations para-

militaires opérant au Kurdistan, le pouvoir irakien les a considérablement renforcées et les Kurdes accusent ces mercenaires d'avoir assassiné au printemps 84 le frère et les deux nièces du secrétaire général de l'U.P.K.

La rupture est donc consommée et l'Union Patriotique du Kurdistan a décidé de « reprendre sa lutte, par tous les moyens et de toutes manières possibles, pour obtenir les droits nationaux et culturels du peuple kurde... » []

QOTIDIEN DE PARIS

26. 5. 1985

● Deux ingénieurs des télécommunications japonais travaillant dans le nord de l'Irak ont été enlevés par un groupe de guérilleros kurdes. Les deux ingénieurs ont été enlevés le 7 avril sur leur lieu de travail dans l'Etat du Kurdistan.

Agence France Presse

GLGL

SEF0013 4 F 0122 JAP /AFP-TU19

Ind.-TIE.

Deux ingénieurs japonais enlevés en Irak

TOKYO, 25 avr (AFP) — Deux ingénieurs des télécommunications de nationalité japonaise travaillant dans le Nord de l'Irak ont été enlevés par un groupe de guérilleros kurdes, a annoncé aujourd'hui la NEC Corporation, une firme électronique dont le siège est à Tokyo.

Les deux ingénieurs, dont l'identité n'a pas été révélée pour des raisons de sécurité, ont été enlevés sur leur lieu de travail dans l'état du Kurdistan méridional près de la frontière entre l'Irak et la Turquie le 7 avril, a déclaré un porte-parole.

Ils ont depuis été pris en charge par un groupe de guérilleros kurdes qui luttent contre l'Irak pour leur indépendance, a ajouté le porte-parole.

ST/JW/PHR

AFP 250816 AVR 85

L'Humanité

16.5.1985

IRAK :

Cent Kurdes exécutés

Une centaine de militants kurdes ont été exécutés dans la prison de Mosul, en Irak, dans le courant du mois de mars. Parmi eux figurent notamment un membre du Comité central du Parti populaire démocratique du Kurdistan, Ezzat Kittani, et treize militants de ce parti. Ces exécutions ont eu lieu alors que le président irakien Saddam Hussein avait proclamé, le 14 février, une prétendue « *amnistie générale* » pour toute l'opposition.

21.5.1985

IRAK

Menace contre le Kurdistan

Le Front national démocratique d'Irak, dans un appel daté du 9 mai, lance un cri d'alarme face à l'imminence d'une nouvelle attaque conjointe des forces armées de Turquie et d'Irak dans les régions de Zakho et Amadiya, au nord du pays. Après avoir effectué, le 4 mai, une visite dans ce secteur, le ministre irakien de la Défense y a envoyé des renforts qui ont entrepris le pilonnage des deux villes. Dans le même temps, une forte concentration de forces armées turques a été mise en place à la frontière, dans la province d'Hakkari.

Une opération militaire conjointe se prépare visant à écraser les bases du FND au Kurdistan, à chasser de la région des milliers de familles kurdes et à pourchasser les soldats déserteurs de l'armée irakienne qui s'y sont réfugiés.

LA MARSEILLAISE

17.5.1985

IRAK

Cent Kurdes exécutés

Une centaine de militants kurdes ont été exécutés dans la prison de Mosul, en Irak, dans le courant du mois de mars. Parmi eux figurent notamment un membre du comité central du Parti populaire démocratique du Kurdistan, Ezzat Kittani, et treize militants de ce parti. Ces exécutions ont eu lieu alors que le président irakien Saddam Hussein avait proclamé, le 14 février, une prétendue "amnistie générale" pour toute l'opposition.

Amnesty International Prisonniers d'opinion : que sont-ils devenus ?

Le groupe 186 de Gap-Embrun est heureux de vous communiquer des nouvelles des prisonniers d'opinion pour lesquels vous avez peut-être écrit d'août à octobre 1983.

AOÛT 1983 :

Justin Yac (Soudan), libéré le 27 août 1983.

Jaroslav Sevrda (Tchécoslovaquie), libéré en octobre 1984 à l'expiration de sa sentence.

Lee Chul (république de Corée), situation inchangée.

SEPTEMBRE 1983 :

Recep Marali (Turquie) avec 120 co-accusés kurdes, Recep Marali avait été accusé de « tentative de création d'un état indépendant sur un territoire appartenant à l'état turc ». Il a été condamné à un total de 10 années de prison pour avoir publié des écrits sur la minorité kurde de Turquie. Il se trouve actuellement à la prison militaire de Diyarbakir où, de janvier à début mars 1984, il aurait participé à une grève de la faim pour protester contre la torture et les mauvaises conditions de vie en prison. Il aurait été torturé pendant sa grève de la faim et on l'aurait transporté dans un état critique à l'hôpital de la prison militaire. Pendant son procès, en avril 1984, il était incapable de marcher sans aide et de parler. Malgré quelques améliorations, son état de santé reste très mauvais.

TROIS DIRIGEANTS PAYSANS INDIENS (PEROU) LIBERES :

Julian Choque, Florencio Torobeo et Roberto Ayma ont été libérés en juillet 1984.

Seble Desta (Ethiopie) est toujours en détention ainsi que 6 autres membres de sa famille. Cependant 4 autres femmes, détenues depuis 1974 à cause de leurs liens familiaux avec le gouvernement de l'empereur déchu, Haïlé Selassié, ont été amnistiées en septembre 1984.

Nous publierons la suite de « Que sont-ils devenus » d'octobre 83 à novembre 1984 dans un prochain article.

OUEST FRANCE 22. 5. 1985

Par les Kurdes Occupation de FR3

STRASBOURG. — Les sympathisants du Front de libération national du Kurdistan ont occupé hier les locaux de la station régionale FR3 Alsace. Ces Kurdes entendent protester ainsi contre l'arrestation de l'avocat M. Huslyin Yildirim arrêté le 22 mai 1985 par les autorités suédoises.

LE NOUVEL ALSACIEN 25. 5. 1985

A Lisieux :

un jeune Turc réclame l'asile politique qu'on lui refuse

LISIEUX. — Erdem Temel, un jeune Turc de 18 ans, qui vit à Lisieux depuis un an sera-t-il prochainement reconduit manu militari à la frontière pour être entré clandestinement en France ? C'est ce que craint Marcel Blin, le conseiller municipal socialiste de Lisieux, qui est en train de remuer ciel et terre afin que Erdem reste définitivement en France.

Car le cas de ce jeune Turc est grave : Kurde, il aurait en effet aidé des compatriotes maquisards luttant pour leur indépendance en les ravitaillant. Arrêté par l'armée, il s'évade le cinquième jour, parvenant à regagner le domicile familial. De là, il rejoint Istanbul, où il saute dans un camion en partance vers l'Europe, pour se retrouver en Grèce.

C'est là qu'il emprunte un nouveau camion allant vers la France. Un pays qui lui disait quelque chose puisque son beau-frère vit à Lisieux précisément, où il travaille chez Bocaviande.

« J'ai passé la frontière française caché par les routiers sous des couvertures », explique Erdem. Clandestinement en somme. Une fois arrivé à Lisieux, Erdem est hébergé chez son beau-frère et s'inscrit au chômage, car bien sûr, impossible de trouver du travail, d'autant qu'il n'a aucune formation professionnelle.

Mais aujourd'hui, et afin de ré-

gulariser sa situation, Erdem réclame le statut de réfugié politique. « Pas question » lui a répondu le ministère de l'Intérieur. Il existe en effet en France 250 000 étrangers bénéficiant de ce statut, ou le réclamant. France, terre d'asile oui ! Mais — et les socialistes au pouvoir n'échappent pas à cet impératif — l'accueil ne saurait être extensible.

Et puis, parmi les réfugiés politiques se glissent bien souvent des chômeurs à la recherche d'un travail. C'est la raison pour laquelle toutes les démarches effectuées par Marcel Blin auprès de ses amis au gouvernement sont restées vaines : les réalités du pouvoir gommant parfois les grands élans du cœur...

Mais ce qui fait peur à Marcel Blin, et surtout à Erdem Temel, c'est que, reconduit à sa frontière, il sera sûrement repris en main par la police de son pays. Et on ne badine pas en Turquie avec les rebelles ! Voilà pourquoi le conseiller municipal de Lisieux souhaite alerter l'opinion. Le cas de son protégé est en effet inquiétant.

Seul si Erdem Temel, au lieu d'être un réfugié politique, n'est qu'un simple chômeur turc à la recherche d'un emploi. Comme l'était, voici cinq ans, son beau-frère...

Claude MASSON



Bâle: cinq heures pour un avocat détenu en Suède

70 Kurdes occupent le consulat de Suède



Les septante Kurdes ont occupé le consulat de Suède pendant cinq heures. (Photo Keystone)

Bâle: AP

Quelque 70 Kurdes ont occupé vendredi pendant cinq heures le consulat suédois à Bâle. Ces 54 hommes, 12 femmes et quelques enfants réclamaient la libération de l'avocat Hüseyin Yildirim, un opposant du gouvernement turc actuellement détenu en Suède. La manifestation s'est déroulée dans le calme. La police bâloise a communiqué qu'elle

a arrêté tous les Kurdes. Cinq d'entre eux ne devaient être libérés qu'hier soir. Les Kurdes avaient auparavant déclaré qu'ils ne quitteraient les lieux qu'après avoir eu un contact téléphonique avec Hüseyin Yildirim.

Le consul suédois n'a pas demandé aux gendarmes d'intervenir. Quelques actes de violence se sont produits au moment de l'arrestation, car les manifestants se tenaient et refusaient de

vider les lieux.

Huseyin Yilirim s'est exprimé à plusieurs reprises tant en Suisse que dans d'autres pays, notamment à la demande de la Ligue suisse des Droits de l'homme. L'Association Suisse-Kurdistan a publié un communiqué au sujet de l'arrestation de l'avocat et se demande en particulier si la Suède ne subit pas des pressions de la part du gouvernement turc.

L'Humanité

29.5.1985

● LES CONSULATS DE SUÈDE à Hambourg, Francfort et Berlin-Ouest, ainsi que l'ambassade suédoise à La Haye, ont été occupés mardi par des manifestants kurdes qui protestaient contre l'arrestation d'un avocat kurde. à Stockholm.